



HÉRACLÈS

N°28

JUILLET-AOÛT 2008

LA LETTRE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE DE LA COMMUNAUTE DOCTRINALE

Editorial

Le Livre blanc était attendu. Il confirme aujourd'hui les évolutions que la doctrine de l'armée de Terre avait anticipées. En particulier la nécessité de posséder autant les capacités humaines et matérielles des *"engagements lourds"* que des missions de stabilisation *"dans des environnements souvent urbains"* *"qui constitueront sans doute l'un des cadres d'emploi privilégié dans les années à venir,"* sans perdre de vue cependant que *"la première finalité est de défendre la population et le territoire"*, même si c'est *"à distance du territoire national que les forces armées continueront à mener des opérations en défense de nos intérêts de sécurité et de soutien [...] de plus en plus au contact de la population, qui est à la fois le milieu et l'enjeu"*. Les opérations comporteront généralement *"une phase aiguë, de coercition, suivie d'une phase de stabilisation progressive qui peut s'étendre sur des années"* sans qu'il y ait *"de césure stricte entre ces deux types d'opération"*, la force déployée devant rester *"en mesure d'adapter sa posture au contexte et de mener simultanément des actions ponctuelles de combat de haute intensité, de sécurisation de zone ou de secours aux populations"*. Il est donc nécessaire de disposer *"d'une capacité d'intervention polyvalente et réactive, capable de conduire toute la gamme des opérations, souvent avec les mêmes hommes"*.

Le Livre blanc met très logiquement en exergue la *"capacité d'adaptation permanente"*, ainsi que *"l'aptitude à durer"* (grâce, en particulier à *"une redondance raisonnable"*) et la *"protection"*. Prenant acte du fait que *"les révolutions attendues, dans les années 1980 et 1990, fondées sur une haute sophistication technologique n'ont pas apporté les garanties du succès espéré"*, il estime que le *"critère du nombre - effectifs et équipements - demeure*

pertinent et ne peut être entièrement compensé par la qualité [...]. Ce "critère du nombre" est bien confirmé comme "un facteur déterminant de la plupart des opérations".

Pour le Livre blanc, *"le facteur humain demeure et demeurera déterminant [...] sa primauté doit être réaffirmée"* et *"l'action globale"* devra être fondée sur la convergence des lignes d'opérations *"réunissant l'ensemble des instruments"* civils et militaires. Il faut donc donner *"priorité au renforcement des moyens d'action"*, les opérations de gestion de crise, nécessairement longues, imposant en effet de *"disposer d'un réservoir humain important"*.

Cette vision réaliste est ambitieuse mais cohérente, puisque le Livre blanc estime que l'adaptation et la modernisation des moyens d'intervention doivent tenir compte de priorités qu'il définit clairement pour *"une première phase de court moyen terme (2015)"* : *"la remise à niveau des moyens terrestres"*, avec, en première priorité, *"la modernisation de l'outil de combat aéroterrestre, couvrant tout le spectre des capacités nécessaires"*, *"une attention particulière (étant portée) sur les programmes de protection des forces et de cohérence opérationnelle"*.

Dans la guerre probable, les hommes sont bien la force de la nation et la nation entend bien leur donner désormais toute leur force.

GDI Vincent DESPORTES
commandant le Centre de doctrine
d'emploi des forces

"Toute décision d'engagement militaire doit reposer sur une capacité d'engagement d'un niveau suffisant... qui vise le règlement durable de la crise et pas seulement la définition des conditions permettant le désengagement de nos forces".

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale

Le mot du directeur de publication

Dans ce 28^e numéro de **Héraclès**, la parole est donnée à la **6^e brigade légère blindée** qui nous montre comment elle applique la doctrine sur le terrain, en opération comme en exercice, et nous présente aussi ses savoir-faire particuliers de grande unité numérisée et de spécialiste amphibie.

Notre prochain numéro, le **N° 29**, qui paraîtra fin septembre, début octobre 2008, donnera la parole à la **brigade du génie**.

Le suivant (N° 30) sera réalisé en collaboration avec **l'état-major de force n° 1**.

Directeur de la publication
Général (2s) Jean-Marie Veprat

Rédactrice en chef
Capitaine Marie-Noëlle Bayard

Diffusion, relations avec les abonnés
Major Catherine Bréjeon

Mise en page
Christine Villey

Impression
EDIACAT

Création de la maquette
Nathalie Dujardin

Héraclès en ligne :
www.cdef.terre.defense.gouv.fr



A LA UNE

- p. 4** L'entraînement des PC au sein d'une brigade numérisée
- p. 11** L'évacuation de ressortissants de février 2008 à N'Djamena
- p. 13** Evacuation de ressortissants - les véhicules blindés, une indéniable plus-value
- p. 16** **POSTUROPS** : La numérisation au service des autorités civiles
- p. 37** Plaidoyer pour une nouvelle meilleure définition du génie en opération



Vos réactions aux informations parues dans Héraclès sont les bienvenues

C.D.É.F.
Centre de Doctrine d'Emploi des Forces
B.P. - 00445 ARMEES

Tél : 01 44 42 35 91 ou 01 44 42 48 93
PNIA : 821 753 35 91 ou 821 753 48 93
Fax : 01 44 42 52 17 ou 821 753 52 17
Mel : heracles@cdef.terre.defense.gouv.fr
Web : www.cdef.terre.defense.gouv.fr

Actualités

- 4** Application des principes fondamentaux et pragmatisme face aux réalités des engagements actuels
- 5** L'entraînement des PC au sein d'une brigade numérisée
- 6** La fonction renseignement en BIA numérisée dotée d'une URB
- 7** Le S4 de BIA, un véritable acteur de la logistique
- 21** Le groupe commando amphibie (GCA) au sein de la manoeuvre amphibie
- 23** Un concept d'emploi opérationnel rénové et fédérateur : la colonne
- 27** Quel avenir pour les escadrons d'éclairage et d'investigation ?

Retour d'expérience

- 10** "GAVIAL 08" GA1 du BPC Mistral, une mission à pérenniser
- 11** L'évacuation de ressortissants de février 2008 à N'Djamena
- 13** Évacuation de ressortissants - Les véhicules blindés, une indéniable plus-value
- 15** RETEX: entraînement au combat en ZUB en Afrique

Réflexions

- 16** POSTUROPS : La numérisation au service des autorités civiles
- 18** Appui feu en zone urbaine
- 20** Compagnies PROTERRE ou compagnie de combat du génie ?

Tribune libre

- 31** Relire la pensée militaire classique
- 33** La numérisation de l'espace de bataille (NEB) - Plus qu'un simple défi technique
- 37** Plaidoyer pour une meilleure définition du génie en opération
- 41** Forces armées et sociétés militaires privées... Vers un mariage de raison
- 42** SMP : permis de tuer ! Vers un contrôle juridique accru des employés des SMP
- 43** Doit-on former l'armée afghane au combat de montagne ?



Application des principes fondamentaux et pragmatisme face aux réalités des engagements actuels

activités "CDEF"

Un nouveau directeur à la tête du CDEF

Le général de division Thierry Ollivier prendra la tête du CDEF à compter du 1^{er} septembre 2008. Saint-cyrien, il a été le chef de corps du 32^e régiment d'artillerie à Haguenau en 1995, directeur des formations d'élèves des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan en 1997 et chef du département "Médias" à la délégation à l'information et à la communication de la Défense (DlCoD). En 2004, il a pris le commandement de la brigade d'artillerie et est devenu en 2006 commandant de l'école d'artillerie de Draguignan.

Officier breveté de la 102^e promotion de l'école supérieure de guerre, il est auditeur de la 50^e session du centre des hautes études militaires (CHEM) et de la 53^e session de l'institut des hautes études de la Défense nationale (IHEDN).

Le général de division Vincent Desportes, après 3 ans au CDEF, prendra la direction du collège interarmées de défense (CID) à la rentrée.

Cabinet COMDEF

La 6^e brigade légère blindée contribue bien volontiers à ce numéro d'Héraclès.

2008 est pour la brigade autant une année de projections que de préparation opérationnelle comme l'illustre la diversité des articles fournis par les régiments et l'état-major.

La numérisation de l'espace de bataille, l'aptitude aux opérations amphibies, l'engagement en zone urbaine sont autant de défis que la brigade relève malgré une projection importante lissée sur l'année et des contraintes conséquentes pesant entre autres sur les équipements.

Soucieux d'optimiser le temps mis à leur disposition, ses personnels exploitent au maximum les opportunités pour que la préparation opérationnelle soit réellement le bruit de fond permanent en métropole, en MCD et même en opération.

Soucieux d'inscrire leur action dans tous les types de mission désormais dévolues aux armées, ils développent des concepts novateurs comme la numérisation au service des autorités civiles lors des exercices sur le territoire national. Soucieux de tirer profit des contraintes liées aux équipements de plus en plus comptés, ils déve-

loppent des concepts d'entraînement alternatifs passant du cœur de métier aux missions communes de l'armée de terre.

Soucieux de se préparer aux engagements les plus probables, ils imaginent des concepts d'emploi novateurs tirant le meilleur des capacités de leurs équipements et de leurs structures de commandement.

Conscients enfin de leur responsabilité de chefs dans l'efficacité opérationnelle de leurs unités et dans la protection de leurs hommes, ils inscrivent leurs propositions dans le respect des fondamentaux (sûreté, renseignement, appuis, interarmes).

Application professionnelle des principes fondamentaux de notre métier et pragmatisme face aux difficultés du moment et aux réalités des engagements actuels, tels sont les maîtres mots de ces articles.

Général Bertrand CLEMENT-BOLLEE
commandant la 6^e BLB

L'entraînement des PC au sein d'une brigade numérisée

L'entraînement des PC d'une brigade interarmes est fondamental mais représente une véritable difficulté compte tenu de la fugacité de la ressource humaine (formation, mutations, projections) et de la permanente évolution des systèmes d'information. Par ailleurs, la spécificité de chaque exercice (montage, animation) limite la validation des procédures et structures. Enfin, le recours croissant à des exercices sans troupes ou simulés par ordinateur n'incite pas à une véritable recherche de la performance.

Au bilan, **l'entraînement des PC dans une BIA est une lutte permanente contre le temps** qui donne souvent l'impression de reculer d'un pas quand on a réussi à progresser de deux.

Face à ces contraintes, et engagée dans le processus de numérisation du champ de bataille, la 6^e BLB a identifié et s'efforce d'appliquer **quelques remèdes :**

- Un rythme ambitieux exercices de PC (bimestriel).
- L'instruction individuelle en salle SICF en amont des exercices.
- Le recours aux exercices multi-niveaux, afin d'économiser les moyens et bénéficier des avantages de la NEB (gestion des flux d'information qui ne peuvent pas être simulés).

- Le recours aux exercices de deux semaines enchaînant entraînements techniques SIC, entraînement fonctionnel SICF puis exercice lui-même. Ceci permet d'ailleurs à la fonction RENS qui ne travaille pas dans le même tempo de s'inscrire en amont du travail des OPS.

- L'inscription "prioritaire" en programmation régimentaire de ces exercices.

L'adaptation de ces exercices à la programmation annuelle des régiments de la brigade (projection lissée) impose **un important travail fonctionnel et technique** (ordre de bataille conjoncturel). Le scénario tactique est fortement conditionné par la participation des unités. Avec 3 GTIA, on peut s'entraîner sur un mode classique de manœuvre dynamique (cas de l'exercice de certification NEB d'octobre avec une chaîne numérisée de bout en bout. Avec 2 GTIA voire un seul (comme en RCI ou KOSOVO), on peut également s'entraîner sur un mode stabilisation. La 6^e BLB qui vient de faire son exercice amphibie ANVIL avec un seul GTIA a progressé sensiblement en organisation de PC et en NEB, malgré le faible nombre d'unités subordonnées.

activités "CDEF"

Rencontre RETEX CDEF-GICAT

Depuis maintenant 3 ans, le CDEF et le GICAT, groupement des industriels concernés par l'armement terrestre, organisent une rencontre d'information et de réflexion à destination des industriels de défense sur les dernières analyses et travaux en matière de retour d'expérience.

Coprésidée par le général de division Vincent Desportes, commandant le CDEF, et Monsieur Bruno Rambaud, président du GICAT, cette rencontre a rassemblé, le 3 juin 2008, plus de 150 personnes, directeurs d'entreprise, ingénieurs, responsables commerciaux, conseillers militaires, et militaires au sein de la DGA, de l'EMAT, de la STAT et du CDEF. Le thème de cette 3^e édition était l'adaptation réactive.

L'évolution, positive, de la technologie, ne pouvant se faire sans une étroite collaboration entre industriels et militaires, ces rencontres annuelles sont devenues un rendez-vous incontournable. Les industriels ont exprimé, comme au cours des éditions précédentes, l'intérêt qu'ils portaient au retour d'expérience comme outil pour les études qu'ils mènent.

(p. suivante)

activités "CDEF"

(suite)

Cette rencontre 2008 a rappelé l'importance des technologies comme moyens essentiels pour mener les guerres probables mais sûrement pas comme une fin en soi ; car le principe de "juste suffisance technologique" doit l'emporter. En effet, il est important d'abandonner l'idée que la supériorité technologique est à elle seule le garant de la victoire. Le général de division Vincent Desportes a ainsi rappelé que la culture de l'adaptation est la seule qui puisse permettre à l'armée de terre d'exprimer des besoins correspondant à la nouvelle efficacité militaire et c'est aux industriels d'y répondre le mieux possible.

Officier communication

Symposium "Forces terrestres et coalitions futures"

À l'occasion d'Eurosatory 2008, la DGA, l'armée de terre et le GICAT ont organisé, le 17 juin dernier, un important symposium intitulé "Forces terrestres et coalitions futures". Le CDEF pour son expertise en matière de doctrine d'emploi des forces terrestres a joué un rôle important lors de la préparation intellectuelle de cet événement de niveau international.

(p. suivante)

De même que le régiment "organique" n'a plus vocation à se projeter au complet, la brigade a rarement l'occasion en opération de commander plus d'un ou deux GTIA. **La préparation opérationnelle des PC d'une brigade numérisée est une lutte de tous les instants** et ne doit pas être la variable d'ajustement entre deux périodes de projection. Elle trouverait même son plein rendement dans un système de projection

encore plus lissé (jamais plus de 2 régiments en projection au même moment). Une unité élémentaire non projetée d'un régiment lui-même projeté doit être intégrée dans un autre GTIA lors des exercices planifiés au niveau brigade.

Il s'agit bien d'appliquer à la préparation opérationnelle la même modularité qu'en projection.

COL Gilles FAURE
Chef d'état-major 6^e BLB

La fonction renseignement en BIA numérisée dotée d'une URB

La numérisation de l'espace de bataille permet à la brigade interarmes un échange permanent, direct et quasi instantané, d'informations de renseignement avec tous les acteurs opérationnels : échelon supérieur, voisins, subordonnés.

Dans le cadre de l'expérimentation NEB, l'état-major de la 6^e BLB a fait le **choix d'un poste de commandement unique (PCU)** pouvant dériver un poste de commandement de circonstance (PCC, ou poste de commandement dédié) et un poste de commandement principal (PCP).

Dans ce PC unique, **une cellule manœuvre en cours (MANEC) regroupant les trois fonctions classiques** conduite, synthèse et renseignement a été créée. Cela a conduit à l'éclatement de la

fonction renseignement au sein du CO avec la répartition de ses personnels dans les nouvelles cellules : conduite-renseignement (COND-RENS) et réaction-synthèse-renseignement (REAC-RENS), la manœuvre future (MANFUT) restant en l'état.

Ainsi, dans chaque entité de MANEC, il y a **association permanente des RENS et des OPS**. On obtient ainsi une amélioration des échanges et une plus grande réactivité par rapport à l'organisation antérieure.

Le chef RENS pour sa part se situe en retrait de ces deux entités, MANEC et MANFUT, ce qui lui confère le recul nécessaire pour avoir une vue d'ensemble, à travers son rôle de coordonnateur des éléments renseignement.



En effet, l'un des soucis majeurs reste de **préserver la cohérence verticale et horizontale du renseignement au profit de la manœuvre** :

- **Cohérence verticale** : image perçue et transmise entre les divers niveaux hiérarchiques. La brigade se trouve entre la division, qui conçoit, planifie et acquiert le renseignement dans la profondeur, et les régiments et/ou unités qui vérifient sa pertinence sur le terrain.
- **Cohérence horizontale** : image perçue par les différentes cellules du CO contribuant à sa construction (2D par les unités du génie dont les DLRG, notamment RENS terrain, 3D avec les moyens aériens, les moyens humains EEI, EOP et RADINT).

La création de l'**unité de renseignement de brigade (URB)**, dont la **section opérations-analyse (SOA)**, **intégrée au CO** et chargée

de l'emploi et de la gestion des capteurs spécialisés, accroît l'effort de coordination.

Cette intégration redonnera à la fonction "recherche du renseignement" la place qu'elle mérite au sein d'un PC numérisé. En effet, la nature même des exercices d'entraînement numérisés, essentiellement tournés vers la conduite de la manœuvre et très "compactés" temporellement, rendent difficile une manœuvre du renseignement cohérente. La conception, la mise en œuvre d'un plan de recherche du renseignement (PRR), l'élaboration d'un plan d'emploi des moyens d'acquisition (PEMA), la "gestion" des sources, seront, **en liaison avec le Chef RENS**, des tâches à mener par la SOA.

Cela devrait contribuer à **recentrer la fonction renseignement sur la conduite et l'analyse de la situation au profit du chef interarmes**.

LCL GUERRICABEYRIA
Chef B2 EM 6° BLB

Le S4 de BIA, un véritable acteur de la logistique

La brigade n'est pas à proprement parler un échelon logistique et a vocation à s'insérer dans le dispositif logistique conçu et mis en œuvre par l'échelon supérieur. La logistique devant être en perpétuelle évolution, ce qui répondait à un besoin d'hier pourrait aujourd'hui être remise en question.

Pourquoi ne pas reconnaître que **le bureau logistique d'un état-major de brigade ou le S4 d'un PC de brigade en opération** est bien le **premier niveau de synthèse dans la chaîne de commandement logistique** ?

activités "CDEF"

(suite)

Ce symposium a rempli ses objectifs en menant une réflexion de fond sur une mise en adéquation et en cohérence de l'effort militaire et industriel, sur les évolutions de l'appareil militaire, la modernisation des équipements et des systèmes de commandement, la prise en compte de l'interopérabilité, etc. Dans le contexte très particulier de la sortie du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et de la présidence par la France de l'Union européenne, et parce qu'il ne peut y avoir de choix capacitaires sans définition des finalités, la réflexion menée lors de ce symposium a rencontré un vif succès. Cette rencontre a ainsi répondu aux attentes des participants et sera sûrement reconduit pour la prochaine édition d'Eurosatory.

Officier communication

Le CDEF sur le théâtre de Anvil-Dragoon

Après l'étude de la campagne de Belgique (1815) et de la bataille de Waterloo au mois de mars dernier, le CDEF a conduit un **"Staff Ride"** sur le thème du débarquement de Provence au mois d'août 1944.

Du 27 au 29 mai, sur la trace de l'opération Anvil-Dragoon, trois thèmes majeurs ont été abordés.

(p. suivante)

activités "CDEF"

(suite)

Animé par trois historiens du CDEF et du SHD, ce *"Staff Ride"* tournait autour de trois grandes interrogations ; d'abord, une interrogation stratégique, sur les rapports entre la politique et la stratégie à mener, et plus particulièrement sur les conséquences des choix stratégiques sur la conduite de la guerre. Ensuite, le problème de l'action multinationale en période de guerre, vue sous l'angle des efforts à mener en commun et des compromis à accepter pour maintenir la cohésion de la coalition. Enfin, la problématique de la coordination dans la conduite des opérations, à la fois à l'échelon interarmes mais aussi interarmées.

La présentation d'exposés en situation et l'analyse d'un terrain qui, encore aujourd'hui, parle au militaire se sont doublés de séminaires qui ont permis d'approfondir les débats et les échanges entre les participants. Nul doute que chacun aura pu, après ces trois jours dynamiques, mettre à profit les exigences de Foch sur les leçons à tirer de l'histoire et enrichir à la fois sa culture personnelle et professionnelle.

DREX

Avant l'engagement

S'appuyant sur sa section LOG OPS¹ pour les domaines de l'équipement et de l'entraînement, le **B. LOG.**² conduit au jour le jour la logistique des unités de la brigade.

La PEGP

La mise en place de la politique d'emploi et de gestion des parcs (PEGP) a inscrit le **B. LOG. de BIA comme le niveau de synthèse indispensable au commandement.** Il lui appartient d'établir les synthèses des relevés d'emploi en y apportant les commentaires nécessaires avant de les transmettre vers l'échelon supérieur. Par ailleurs, il est de sa responsabilité de synthétiser les demandes des régiments concernant l'emploi de véhicules du parc de gestion (PG) ; il en est de même pour les demandes de remise à niveau du parc en service permanent (PSP) à partir du PG.

Les nivellements

Il appartient aussi au B. LOG. de mener des actions de nivellement de matériels d'un régiment à l'autre dès qu'une insuffisance est prévisible ou détectée. Ces opérations sont possibles car la brigade est seule à disposer d'un système d'informations actualisées. Ainsi, il peut procéder à la **réaffectation temporaire d'un équipement en prenant en compte la disponibilité technique réelle** des matériels par régiment et les besoins liés aux activités programmées.

Ainsi, le **B. LOG.** s'affirme bien comme l'échelon de synthèse

indispensable afin d'adapter au mieux les besoins de la brigade aux contraintes logistiques du niveau supérieur.

Au cours de son engagement opérationnel

Une doctrine inadaptée à la réalité opérationnelle

Si lors des entraînements, la brigade est le plus souvent "endivisionnée", ne disposant donc pas de moyens de la FLT³, force est de constater que **lors des récentes opérations extérieures**, l'état-major armé par la brigade commandait **une unité de soutien de type BCS (Trident) ou BATLOG (Licorne).** Enfin, lorsqu'une brigade est engagée dans une opération amphibie, elle a sous ses ordres un GSL⁴.

L'organisation du soutien de la brigade doit s'appuyer sur un schéma de principe permettant de disposer en permanence de dispositifs réactifs. C'est bien parce que le soutien logistique doit s'intégrer dans la manœuvre d'ensemble que **la brigade dispose de plus en plus d'un échelon inséré qui en fait un niveau logistique.**

Ce type d'organisation, devenu indispensable, permet à la brigade de devenir un échelon logistique avec son PC qui assure le niveau de synthèse.

1 LOG OPS : Logistique opérationnelle.

2 B. LOG : Bureau logistique.

3 FLT : Force logistique terrestre.

4 GSL : Groupement de soutien logistique.



Le besoin d'être renforcé

Certes, compte tenu de l'ensemble des fonctions opérationnelles à assurer, **le nombre de logisticiens** au sein d'un état-major, qu'il soit de brigade ou de force, **est insuffisant pour armer un centre d'opération (CO)**. C'est bien le volume de la force engagée qui définira le niveau de commandement. Les dernières opérations montrent que ce commandement est le plus souvent donné à la brigade qui a une parfaite connaissance des moyens dont elle dispose. Elle sera alors renforcée en fonction de ses déficits.

La cohérence tactico-logistique

Le général commandant la brigade (COMBRIG) est le chef interarmes garant de **l'unicité de la manœuvre dans sa dimension tactique et logistique**. Il doit donc disposer d'une cellule logistique (G4) en mesure de proposer la manœuvre logistique adaptée à son mode d'action. Le G4 réalisera les synthèses essentielles et indispensables qui permettent au CO d'adapter le dispositif à l'évolution de la situation. Enfin, le G4 doit anticiper les besoins car la logistique nécessite des délais pour réaliser le niveau d'autonomie et adapter les priorités logistiques. En disposant d'un **G4 identifié comme échelon de synthèse**, le CO peut alors mieux prendre en compte la situation tactique et logistique indispensable au COMBRIG pour valider son mode d'action en particulier avant la rédaction des OPO et FRAGO.

L'apport de la NEB⁵

Avec la NEB, la réactivité logistique s'accroît par **une connaissance plus fine des besoins**. En plaçant

le G4 comme niveau de synthèse, l'emploi des ressources comptées sera optimisé. Ainsi, un G4 de BIA devrait pouvoir autant statuer sur les demandes normales que sur les demandes exceptionnelles compte tenu de l'évolution rapide des taux d'attrition de la brigade sans que pour autant ceux de l'échelon supérieur n'aient évolué.

Par ailleurs, **la NEB redonne du rythme à la manœuvre et augmente les élongations**. Elle rend ainsi plus sensible la manœuvre logistique qui nécessite d'être conduite au plus prêt. Dès lors, il conviendra de chercher à diminuer la boucle décisionnelle en faisant de la brigade l'échelon de synthèse en mesure de rendre compte d'une situation objective, analysée et donc pertinente, capable d'aider le COMBRIG dans sa prise de décision.

En conclusion, il convient de **reconnaître la brigade comme un niveau logistique avec le G4 comme son niveau de synthèse indispensable en particulier en opération extérieure**. Le S4 doit sans aucun doute rester l'interlocuteur privilégié tant des formations subordonnées que des commandements logistiques du niveau supérieur. C'est la condition nécessaire pour rationaliser les chaînes de commandement, à réduire les effectifs sans perte capacitaire et **ré-instaurer l'unicité de commandement indispensable au général commandant la brigade**.

Il n'existe pas de solution immuable en ce qui concerne l'organisation du commandement du soutien logistique.

LCL PATAILLE
Chef B. LOG.

activités "CDEF"

Manifestation Foch

Les jeudi 6 et vendredi 7 novembre 2008 à l'École militaire, amphithéâtre Foch, les écoles de Saint-Cyr-Coëtquidan, le CESAT et le CDEF, soutenus par la fondation Saint-Cyr, organisent, à l'occasion du 90^e anniversaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale, un colloque international dont le thème est **"Ferdinand Foch, apprenez à penser"**.

Ce colloque vise à "redécouvrir" le maréchal Foch, homme de pensée et d'action, chef militaire et académicien français, seule autorité honorée du maréchalat par trois pays différents. En parallèle du colloque, les organisateurs proposeront aux publics un salon du livre "Grande Guerre" (plus de 20 éditeurs présents) et une exposition temporaire "Maréchal Foch". La manifestation est placée sous le haut patronage du ministre de la Défense et de l'Académie française.

Plus d'information :

⁵ NEB : Numérisation de l'espace de bataille.

N'oubliez jamais que votre dessein, en faisant la guerre, doit être de produire la paix à l'Etat et non d'y apporter la désolation..

Sun Tse
(6^e ou 5^e siècle avant J.C.)

activités "CDEF"

5^e rencontre RETEX et prospective

Pour la 5^e année consécutive, le CDEF et la compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) s'associent et organisent un colloque international dont le thème cette année est "Urgence sur le territoire, civils et militaires, s'unir pour secourir". Le colloque mènera une réflexion sur l'emploi des forces armées, et plus particulièrement des forces terrestres, lors d'une catastrophe d'origine naturelle ou technologique dont les conséquences seraient particulièrement déstabilisantes sur le fonctionnement normal de l'Etat et de ses institutions.

Colloque
"Urgence sur le territoire,
civils et militaires,
s'unir pour secourir"

19 novembre 2008 de 14h00
à 19h00 à l'amphithéâtre Foch
de l'École militaire Paris 7^e

Renseignements :
cdefbcri@yahoo.fr

Officier communication

"GAVIAL 08" GA1 du BPC Mistral Une mission à pérenniser

La 6^e brigade légère blindée a participé à la **mission GA1 océan indien du BPC Mistral du 11 février au 11 mars 2008** en armant un groupement tactique embarqué numérisé (GTE) à dominante infanterie, ainsi que son EMT. Cette mission, **première de ce type sur BPC et baptisée GAVIAL 08**, s'est caractérisée par sa soudaineté, son caractère inédit, son impact pour l'armée de terre vis-à-vis de la marine et sa dimension internationale. Elle a alterné des périodes à la mer et des déploiements à terre, opérés successivement en Jordanie, en Arabie saoudite et en République de Djibouti.

L'objet de cet article est de mettre en avant les **principaux enseignements retenus** au niveau de l'armée de terre.

Concept et cadre d'emploi

GAVIAL 08 valide le concept de GA1 et son cadre d'emploi définis dans la PIA 03.2, d'autant que le BPC est un bâtiment moderne et fonctionnel particulièrement adapté à l'accueil et au soutien de troupes embarquées pour plusieurs semaines voire plusieurs mois. L'alternance de phases embarquées et de phases d'exercices à terre permet d'améliorer en cours de mission les **capacités de conception et de pla-**

nification des EM de CATG et de CLG ainsi que la maîtrise des **savoir-faire tactiques et techniques** du GTE. Par ailleurs, ce type de mission offre de **réelles opportunités d'entraînement et de coopération** avec des pays étrangers. La république de Djibouti demeure à ce titre le territoire idéal pour entraîner toutes les composantes d'un GA1.

En revanche, **la projection d'un GTE sur BPC** doit absolument être optimisée en exploitant au maximum les possibilités d'entraînement à terre et ne pas se restreindre en termes de terrain ou de durée. A titre d'exemple, aller en Arabie saoudite pour manœuvrer 36 heures dans un carré de 15 km par 7 km est un peu regrettable. Elle ne doit pas non plus faire l'économie d'une composante ALAT suffisante.

Impact

La dimension et les capacités du BPC ainsi que le déploiement d'un GTE ont un impact réel affirmant la présence de la France en particulier dans ses zones d'intérêt. **La particularité du concept français** consistant à mettre à terre une force légère blindée a **retenu toute l'attention des autorités étrangères qui ont assisté aux exercices.**





L'interdomaine amphibie est complexe et nécessite un entraînement régulier notamment pour les structures de commandement.

Ainsi une mission opérationnelle, telle que **GAVIAL 08**, est **une très bonne occasion** pour :

- maîtriser les savoir-faire relatifs à la montée en puissance d'un GTE, ainsi que les procédures de planification et de rédaction des ordres ;
- mettre en œuvre des procédures et des moyens interarmées en vraie grandeur (forces avancées, hélicoptères, appui feux navals et aériens) ;
- développer l'aptitude des unités de la brigade à travailler en anglais et dans un cadre multinational, contexte quasi permanent des projections actuelles.

Le professionnalisme des bâtiments et unités engagés, leur forte implication dans l'amphibie et la connaissance mutuelle des cadres et notamment de ceux des états-

majors ont largement contribué à la réussite de ce déploiement qui correspond tout à fait à la doctrine.

Sans aller jusqu'au "sea-basing" de MEU (*military expeditionary unit*) américaines, mais conduit à la demande sur une durée de un à deux mois, le GA 1 pourrait, notamment dans l'éventualité d'une redéfinition de notre dispositif outre-mer, valider **un concept complémentaire de projection pour laquelle les BPC et les deux brigades légères blindées sont parfaitement adaptés.**

Lieutenant-colonel **Éric NEUTE**
Centre des opérations amphibies
de la 6^e BLB
commandant le GTE
de la mission GAVIAL 08

BPC : bâtiment de projection et de commandement.

GA 1 : groupe amphibie à un bâtiment (BPC ou TCD).

CATG : commander amphibious task group.

CLG : commander landing group.

GTE : groupement tactique embarqué.

L'évacuation de ressortissants de février 2008 à N'Djamena

L'évacuation des ressortissants de N'Djamena de février 2008, opération dans l'opération EPERVIER, est **la face visible d'un ensemble d'actions militaires interarmées** menées dans le cadre des missions confiées aux éléments français au Tchad (EFT). Durant cette période, qui va du franchissement de la frontière par les rebelles le 28 janvier jusqu'à leur

retour (provisoire) au Soudan quelques semaines plus tard, trois des quatre missions de l'opération EPERVIER ont été menées dans leur totalité, simultanément et avec un degré d'intensité élevé. Il s'agit des **missions de protection des intérêts français, de renseignement et d'aide à l'état tchadien.**

Le saviez-vous ? (1)

A propos des brigades

Parlons définitions (1)

Brigade/Brigade

Structure permanente à vocation opérationnelle, composée d'un état-major et de forces regroupées dans le cadre d'un métier spécifique (blindé, mécanisé, blindé léger, infanterie spécialisée et aéromobile), et ayant vocation à mettre sur pied le noyau dur d'une brigade opérationnelle.

En opérations, la brigade est la grande unité interarmes de base, chargée de conduire les actions de contact (de combat et de relation avec le milieu) et de coordonner les actions des appuis dans sa zone d'engagement.

Grande unité de circonstance, elle est constituée à la demande autour d'un noyau dur pour réaliser une mission tactique définie.

D'un volume pouvant varier de 2 000 à 6 000 hommes, elle peut s'engager :

- a- soit au sein d'une force opérationnelle terrestre, sous commandement national ou multinational, subordonnée soit à une division, soit directement à la force ;
- b- soit en tant que force opérationnelle terrestre, sous commandement national.

Dans tous les cas, la brigade ne met en œuvre que les fonctions opérationnelles nécessaires à la réussite de sa mission et ne dispose pas de capacités permanentes de soutien.

TTA 106

(p. suivante)

Le saviez-vous ? (1)

(suite)

Brigade interarmes/ Combined arms brigade

Grande unité organique ou opérationnelle organisée en plusieurs modules d'emploi du niveau du bataillon ou du groupement, appartenant à des fonctions opérationnelles de contact homogènes ou différentes ou interarmes (GTIA) qu'elle commande, appuie et éventuellement soutient grâce à ses éléments de commandement, d'appui et de soutien de brigade affectés ou adaptés (ECASB).

TTA 106

Brigade d'appui spécialisé/ Specialised support brigade

Grande unité organique ou opérationnelle articulée en plusieurs modules d'emploi d'appui spécialisé du niveau du bataillon ou du groupement qui peuvent appartenir à la même arme et avoir plusieurs fonctions opérationnelles (Ex : BrigArti articulée en un groupement FSS et d'un groupement DSA) ou l'inverse (Ex : BrigGen regroupant des unités du génie et de l'artillerie à vocation AGESTER comme la géographie et la défense NRBC). Les unités subordonnées sont commandées à partir d'un centre de mise en œuvre (CMO).

TTA 106

(p. suivante)



Sous le commandement opérationnel du CEMA et après la décision de l'ambassadeur de France d'évacuer les ressortissants, l'EMIA a mis en œuvre le **plan CHARI BAGUIRMI** dans la nuit du 2 février, tout en continuant les missions de renseignement d'intérêt militaire et, dans une moindre mesure, la mission de soutien logistique aux forces de sécurité tchadiennes. La fin de cette **évacuation de ressortissants** se situe le 8 février avec la dernière évacuation secondaire vers Libreville par avion de transport tactique (ATT). Dans les faits, il y a eu encore après cette date quelques évacuations primaires dans des villes de province.

Il serait long de reprendre ici le fil des événements. **Un point particulier sera abordé ici : le caractère interarmées de cette opération.**

Le réservoir de forces d'EPERVIER avec les renforcements donnés pour l'occasion représentait **toutes les composantes des forces armées** : un groupement Terre qui regroupe les unités de combat Terre, un groupement Air qui regroupe les aéronefs de toutes les armées y compris de la Marine, une base de soutien à vocation interarmées (BSVIA) et grâce à la concomitance de la mise en place de l'EUFOR, un groupement de forces spéciales (GFS) comportant des avions, des hélicoptères, des équipes de recherche et des groupes action.

Le succès des opérations liées à l'évacuation des ressortissants repose en grande partie sur cette **concentration de moyens**

interarmées à un niveau tactique relativement bas. Ce succès se mesure par la rapidité de l'évacuation, par la préservation de la sécurité de la force militaire et des personnes placées sous notre responsabilité et par la quasi-certitude d'avoir pris en compte toutes les demandes d'évacuation de ressortissants français ou d'autre pays.

Pendant cette opération, les EFT ont exécuté **des tâches planifiées et des tâches en réaction.** Dans le premier cas, les rôles de chacun sont connus. Chaque composante connaît sa mission et le J3 coordonne et conduit. Dans le second cas, la richesse interarmées permet au bureau opération, en association avec le J2 pour le renseignement, de proposer la meilleure combinaison de moyens pour l'effet tactique recherché. Or, souvent le choix existe : certaines actions peuvent être conduites par les airs ou au sol, ou encore par un enchaînement d'actions au sol et dans les airs. Cela est vrai autant pour la recherche du renseignement tactique, que pour les actions de protection ou pour celles d'évacuation de ressortissants. Les besoins en renseignements tactiques, nécessaires à la conduite des actions, ont été honorés par des Atlantic 2, des équipes de recherche, des hélicoptères après un choix du moyen le plus adapté. **Les évacuations primaires** se sont faites en blindés dans les zones d'affrontement, par hélicoptères et forces spéciales dans des zones plus éloignées ou moins exposées à la mitraille, par ATT dans des localités disposant de pistes sommaires.





Dans bien des cas un choix était possible et dans plusieurs cas, une combinaison de moyens s'avérait être l'option la plus efficace et la plus sûre.

La protection, en particulier de la force, repose sur la combinaison de l'ensemble des moyens. Pendant les combats, parfois très intenses, aucun avion ne pouvait décoller sans le dispositif et les informations du groupement Terre. De même, dès que cela était possible, les unités au sol bénéficiaient d'un appui dans la 3^e dimension (hélicoptère ou avion), soit pour l'appui tactique, soit pour le renseignement.

L'*interarmées* est devenu un qualificatif incontournable du langage militaire moderne. Dès lors qu'on a réuni des hommes en bleu et des hommes en vert, certains s'en trouvent satisfaits.

Mais à la lumière de la conduite des opérations à N'Djamena en ce début 2008, il faut être convaincu qu'**une action interarmées n'est pas une superposition d'actions d'armées, mais bien des combinaisons, parfois délicates à trouver, qui sous-entendent un choix préalable de la part du chef.** Le regroupement de ces moyens de toutes les armées dans un dispositif aussi resserré qu'EPERVIER, avec un commandement complètement intégré, a certainement contribué à la réussite de l'opération. **La condition préalable reste cependant une connaissance et surtout une confiance mutuelle des acteurs sur le terrain et dans l'état-major.**

LCL de SAINT-SALVY
chef du B. EMP. 6^e BLB
et chef J3 Epervier
(octobre 2007-février 2008)

Évacuation de ressortissants Les véhicules blindés, une indéniable plus-value

La réussite de l'opération d'évacuation de ressortissants menée au Tchad en février 2008 a permis de réaffirmer la nécessité de s'entraîner en interarmes et interarmées. Surtout, elle a souligné **l'importance de disposer, en milieu urbain, de véhicules blindés** malgré une zone d'opérations peu étendue.

Une manœuvre interarmées coordonnée par nature

L'évacuation des ressortissants de N'Djamena par voie aérienne a été réalisée en coordination étroite entre forces aériennes et terrestres, ces dernières assurant la sûreté des moyens aériens et la libre disposition de la piste.

Le saviez-vous ? (1)

(suite)

Brigade Brigade logistique/ Logistic brigade

Grande unité de la chaîne opérationnelle des forces terrestres regroupant des formations logistiques, d'appui au mouvement et à la mobilité des blindés. Son état-major arme le PC de groupement de soutien en opérations.

TTA 106

Brigade multinationale/ Multinational brigade

Unité tactique comprenant des soldats appartenant à plusieurs pays contributeurs de troupes. L'OTAN fournit le pays cadre, dont proviennent les forces constituant l'état-major, y compris le commandant de la brigade donnée. Le pays cadre effectue la coordination logistique de base et fournit la partie la plus importante des troupes. Les autres pays contributeurs de troupes fournissent des forces constituant des éléments subordonnés.

TTA 106

Brigade franco-allemande/ French-German brigade

Grande unité terrestre du corps européen regroupant des unités nationales et binationales.

TTA 106



Cette complémentarité impose en amont **une bonne connaissance humaine et technique des différents acteurs**. La MCP, conduite de manière réaliste par **une répétition**

activités "DEO"

BRIGADOC 08

Du lundi 19 au vendredi 23 mai 2008, le CDEF a organisé le stage BRIGADOC au profit des futurs commandants de brigade et de leurs adjoints directs (colonel adjoint et chef d'état-major). Les futurs commandants d'EMF et leurs adjoints sont traditionnellement également invités à participer à BRIGADOC, mais cela n'a pas pu être le cas pour l'édition 2008.

Au cours du stage, les problématiques liées à la préparation et à l'engagement de la brigade en opération ont été présentées. En particulier, un point de situation très complet de l'évolution récente du corpus doctrinal dans ces domaines a été réalisé. Ce dernier a été complété et illustré par des témoignages de haut niveau sur les opérations récentes ou en cours. Les stagiaires ont par exemple eu l'occasion de s'entretenir en vidéoconférence avec le GBR Dexter, à quelques jours de la fin de son mandat à la tête de la BMNSE au Kosovo.

Le major général de l'armée de terre s'est également adressé aux stagiaires pour leur présenter les principaux défis auxquels doivent faire face aujourd'hui les forces terrestres.

Colonel NAAL

en réel du plan d'évacuation sur la garnison de Fréjus, a constitué un gage de succès. Elle a été complétée par la densité de **l'entraînement interarmées sur le théâtre** qui a contribué à la fluidité de l'opération en termes d'exécution de la manœuvre et de commandement. Ainsi, la colocalisation d'un DL au PCIAT avec la présence du CDC pour commander le GTIA a permis un partage de l'information en direct avec le ELEF, l'EMIA, et avec les J2 et J3. De plus, cette structure favorise une prise de décision rapide et donne donc la priorité à l'action.

Un blindage vital

Cette opération a mis en exergue le besoin pour les troupes terrestres de **disposer, en milieu urbain, de véhicules blindés leur permettant de protéger les ressortissants de la mitraille du champ de bataille et de commander au plus près**. Ainsi, la troupe doit-elle disposer d'un élément d'évacuation sous blindage, d'un élément de manœuvre blindé, afin de sécuriser les axes, et d'un élément de commandement sous blindage. **Le VAB apporte une indéniable plus-value**, même si la vulnérabilité des tireurs en superstructure pourrait être réduite avec l'emploi de tourelles télé-opérées permettant une conduite du tir en sûreté.

Une fluidité des informations capitales

L'évacuation au milieu des combats dans une zone peu étendue mais urbaine impose **un effort de renseignement de contact** pour choisir les itinéraires et une sélection

pertinente des points de regroupement de ressortissants. Du fait de la quasi-absence de capteurs spécialisés (faute de blindage), le renseignement au contact peut être valorisé par **l'emploi d'un réseau radio unique** permettant de coordonner en boucle courte l'action des unités, en particulier. De même, l'exploitation des informations détenues par les ressortissants évacués s'avère primordiale pour le suivi et la poursuite des opérations. Enfin, il apparaît indispensable de déterminer **des points de regroupement de ressortissants proches du CENTREVAC** qui, en début de crise, peuvent être rejoints au plus vite afin de diminuer le nombre et la vulnérabilité des convois d'évacuation sous blindage.

La préparation rigoureuse de cette mission alliée à une bonne organisation du commandement a permis une évacuation rapide des ressortissants. Néanmoins, cette crise a souligné les **limites de l'externalisation en opérations**, avec la paralysie d'une grande partie des fonctions liées au soutien de l'homme et à l'entretien des matériels de gamme civile du fait de l'impossibilité de se déplacer en ville.

CNE (TA) POPLINEAU
21° RIMA

RETEX

Entraînement au combat en ZUB en Afrique

La projection d'un escadron blindé au sein du 23^e BIMa à Dakar a très largement permis de **travailler et de s'entraîner au combat ZUB** et notamment sous le format particulier et adapté du DIA.

Le village de William Ponty, 75 km à l'est de Dakar, composé d'un habitat de type occidental en partie en ruines et de l'habitat local traditionnel offre d'excellentes possibilités de manœuvre, contrairement à la métropole où les possibilités d'entraînement sont de fait réduites. Le début de mandat a été consacré à la connaissance interarmes et à l'établissement de procédures communes propres au **combat en ZUB entre la compagnie d'infanterie et l'escadron**. Puis l'entraînement proprement dit a lieu : la section déployée recueille ses renforts, dont la patrouille blindée (ERC90 - VTPP4 7.62), le chef de section constitue son DIA et donne ses ordres, l'ensemble des acteurs effectue un "rehearsal" avant de débiter sa mission. Les groupes de fantassins

débarqués réalisent alors la plus-value apportée par la patrouille blindée qui, tout en appuyant au plus loin, peut par un tir précis au plus près débloquent une situation délicate, accompagner par le feu et la manœuvre (le blindage offre alors une protection efficace) les groupes au contact. Les habitations africaines et les ruines du village sont très propices aux tirs à la fenêtre, aux postes camouflés, aux investigations de maisons par des ouvertures de fortune, aux marquages par peinture ou PN2A¹... Dans ce contexte, le chef de DIA est sollicité pour effectuer des demandes de tir artillerie, des appuis feu hélicoptères (AFH), des ouvertures de brèches ou d'itinéraires, des MEDEVAC, des demandes de ravitaillement, des dépannages sous le feu... Bref les **capacités interarmes** sont exploitées au maximum.

CNE Grégoire DAVID
commandant le 1^{er} escadron
du 1^{er} régiment de Spahis

¹ Panneau air sol.

"Il ne suffit pas de fixer les buts de la guerre pour déterminer une stratégie, mais, si l'on ne connaît pas les buts, on n'a aucune chance de trouver les moyens efficaces. (...) Nous voulons rétablir l'ordre en Algérie, mais peut-être sommes-nous incapables d'y arriver si nous ne savons pas ce que nous ferons ensuite. En tout cas, nous aurions meilleure chance d'atteindre l'objectif militaire si nous n'ignorions pas le but politique".

Raymond Aron
La tragédie algérienne,
PARIS, PLON, 1957 p 27-28

activités "DEO"

FT-02 "Tactique générale"

Le CDEF dans sa vocation d'élaboration et de diffusion de la doctrine réalise des documents fondateurs relatifs à l'emploi des forces terrestres. En janvier 2007, le document de référence FT-01 "Gagner la bataille - conduire à la paix" a été intégré au corpus doctrinal de l'armée de terre et a représenté le 1^{er} volet de la doctrine d'emploi adaptée aux engagements opérationnels d'aujourd'hui. Dès cet été, le 2^e volet de ces documents fondateurs, le FT-02 "Tactique générale" va être diffusé auprès des forces.

Alors que le FT-01 avait pour ambition d'exprimer l'analyse doctrinale de l'engagement et du rôle des forces terrestres dans les conflits d'aujourd'hui, le FT-02, lui, s'attache à expliquer l'adaptation de la tactique générale à ce nouveau contexte d'emploi des forces.

En remplacement du TT 901, ce document établit un véritable cadre général de l'emploi des forces et des procédés tactiques. L'objectif étant de décrire l'action tactique pour en faciliter la compréhension et permettre la préparation opérationnelle. Il fournit ainsi les références nécessaires aux documents de doctrines applicatifs tels que les manuels d'emploi des unités.

Le FT-02 "Tactique générale" sera disponible dès septembre 2008. La version électronique sera téléchargeable sur les sites intranet et internet du CDEF www.cdef.terre.defense.gouv.fr

DEO

Le saviez-vous ? (2)**A propos des brigades blindées (légères ou non)****Parlons définitions (2)****Groupement tactique (GT) /
Battlegroup (EU et UK) -
Battalion task force (US)**

Module d'emploi de niveau bataillonnaire composé d'unités élémentaires ou de sous-groupements de fonctions opérationnelles différentes. Unité de circonstance ou détachement administratif de 1^{re} catégorie, il est commandé par un chef de corps en titre. Il est qualifié par sa caractéristique technico-opérationnelle dominante (Ex : GTchars, blindé, motorisé, mécanisé, aéroporté, aéromobile, etc).

TTA 106

Groupement tactique interarmes à dominante blindée

Le groupement tactique interarmes à dominante blindée est une unité interarmes de niveau bataillon ou bataillon renforcé (infanterie, ABC, génie et éventuellement ASA et circulation) constituée autour d'un noyau issu d'un régiment blindé organique, soit roues soit chenilles. Cette mixité des armes et des fonctions opérationnelles permet de tirer profit de leur complémentarité et de disposer ainsi de formations douées d'une plus grande souplesse et d'une plus grande faculté d'adaptation. Toutefois, cette formation reste très liée aux principes et caractéristiques du combat des blindés, roues ou chenilles.

**Documentation tactique
de l'école d'état-major**

(p. suivante)

POSTUROPS**La numérisation au service
des autorités civiles**

Le "Livre blanc de la défense et de la sécurité" prévoit l'implication croissante des forces armées dans la sécurité intérieure. Or, la numérisation de l'espace de bataille est une réalité aujourd'hui dans l'armée de terre française. L'idée de POSTUROPS, développée au 1^{er} régiment de spahis et s'inscrivant dans un mandat d'étude du général commandant la 6^e BLB, est justement de **démontrer l'intérêt de la numérisation et ses potentialités dans le cadre d'une intervention militaire sur le territoire national.**

Deux exercices numérisés, baptisés POSTUROPS 1 et 2 ont été joués en 2007 et permettent de tirer les premiers enseignements : **La numérisation sur le territoire national rend la force militaire mise à disposition des autorités civiles plus efficace. Ensuite, elle permet de proposer une capacité de suivi en temps immédiat de la situation tactique aux échelons décisionnaires civils.**

La numérisation, une avancée de l'armée de terre**Une certaine avance de l'armée de terre**

Il apparaît que l'armée de terre détient une certaine avance sur les services civils dans ce domaine. La gendarmerie nationale ne dispose pas de géo-localisation, ni de cartographie numérique embarquée.

Le système Rubis permet en revanche un réseau, dirigé ou libre, crypté permettant phonie et transmission de données. Les patrouilles, de leur véhicule, peuvent aussi consulter par ce système une base de données centrale, mise à jour en temps réel. Les sapeurs-pompiers utilisent un système de suivi de situation sur cartes scannées, mais ne disposent pas encore de géo-localisation. La police nationale dispose d'un système de transmissions propre, ACROPOLE. Les préfetures disposent d'un système coopératif de main courante sur internet, SYNERGY¹. **Aucun de ces organismes ne dispose encore d'un système équivalent au système d'information régimentaire (SIR) et au système d'information terminal (SIT),** encore moins d'une intégration entre les deux.

Le concept PROTERRE numérisé

Adaptée à la structure PROTERRE, la numérisation permet, outre les capacités de commandement renforcées, **une coordination beaucoup plus poussée des moyens déployés,** qu'ils soient civils ou militaires.

¹ Système numérique d'échange et de remontée d'information, qui relie les différents acteurs interministériels impliqués dans la gestion de crises.



Des moyens de commandement numérisés

Le centre d'opérations (CO) numérisé du régiment assure le commandement à l'aide de ses **VAB PC SIR, le plus souvent colocalisés avec le CO avancé des moyens civils**. Le **CO en tente gonflable** de type civil dont est équipé le régiment permet un montage et un démontage en 30 minutes de l'ensemble. Modulaire, il possède **une capacité d'accueil de tous types de DL, civils ou militaires**, et permet de déporter les moyens SIR par fibre optique.

Il peut abriter des détachements de liaison (gendarmerie, police, pompiers, préfecture). Sur le plan militaire, la numérisation permet d'insérer des éléments interarmes et de partager la situation tactique de référence (SITACREF), d'échanger des plans, des calques et des messages². Au-delà de ces capacités interarmes, qu'il faut envisager dans les interventions civiles, notamment avec les moyens du génie, la **dimension interarmées** est en gestation. L'ATL2 a en effet une capacité SIR embarqué et peut communiquer en temps immédiat des observations aériennes de zones inondées, de regroupement de populations, d'infrastructures détruites...

Une force numérisée ad hoc

Subordonnées au CO du groupe-ment, une force numérisée "*ad hoc*" peut être **constituée, sur la base de la structure PROTERRE et des demandes de concours**. La force imaginée dans le cadre de l'exercice joué à Nîmes en novembre, regroupait deux unités PROTERRE clas-

siques et une compagnie de commandement et de logistique, composée d'un peloton de commandement, d'un peloton sanitaire (regroupement de tous les VAB SAN du régiment) et d'un peloton de transport permettant une capacité d'empport de 180 personnes. Tous les chefs de section PROTERRE - on peut imaginer descendre au niveau du groupe en fonction des moyens numérisés disponibles - commandent à partir d'un VBL SIT.

Une capacité de suivi de situation en temps immédiat

Ce maillage de moyens numérisés dans la structure PROTERRE adaptée aux besoins de la situation permet de créer **une bulle dans laquelle chaque mobile militaire est suivi en temps immédiat** sur la carte synthèse du capitaine qui met à jour régulièrement celle du CO de groupement. En paramétrant le système, le CO a même, au besoin, la capacité de suivre tous les mobiles sur la carte de synthèse. Chaque capteur a aussi pour mission de recueillir les informations sur le terrain, l'environnement et les forces engagées afin d'équiper la carte synthèse numérique de son capitaine. Celui-ci, après validation et synthèse, transmet la situation actualisée de son unité au CO du groupement.

Le saviez-vous ? (2)

(suite)

Le régiment de chars

Les 4 régiments à 80 chars (AMX LÉCLERC) sont organisés en un élément de base, un élément de maintenance et deux groupes d'escadrons (GE 40). Chaque GE 40 dispose d'un escadron de commandement et de logistique qui comprend un peloton d'éclairage régimentaire (PER) ayant l'aptitude de rechercher le renseignement indispensable aux escadrons et pelotons.

Au sein de l'escadron de chars (13 chars), le peloton d'appui direct optimise l'emploi des chars, dans un but de sauvegarde et d'économie des moyens (1 VBL, 3 VAB T20/13, 3 LRAC, 3 FR F2) ; il n'a pas les capacités propres aux sections d'infanterie et ne peut se substituer à l'appui ou au soutien de celle-ci.

Documentation tactique de l'école d'état-major

Le régiment blindé RC (roues-canon)

Les quatre régiments blindés AMX 10 RC (RB 48) sont organisés en 4 escadrons blindés (12 AMX 10 RC). Chacun d'eux s'articule en 4 pelotons blindés (3 AMX 10 RC, 3 VBL). Le 3^e RH (RB36) est organisé en 3 escadrons blindés (chacun d'eux s'articule en 4 pelotons blindés).

(p. suivante)

2 L'intégration SIR ATLAS a été testée au régiment en octobre 2007 avec la nouvelle version du SIR: la plupart des messages transitent entre les deux systèmes et le plan de feux de l'artilleur équipe la carte du SIR! Le génie est équipé du SIR et les procédures du travail en commun sont acquises.

Le saviez-vous ? (2)*(suite)*

Les deux régiments SAGAIÉ (RB 36) sont organisés en 3 escadrons blindés (chacun 4 pelotons blindés) mais disposent en outre d'un escadron de reconnaissance et d'intervention antichar (ÉRIAC) à 4 pelotons.

Documentation tactique de l'école d'état-major**Escadron**

Unité élémentaire subordonnée à l'échelon régimentaire et regroupant des blindés de même type, ou des fonctions concourant au maintien en condition de ces blindés, ou des services chargés du soutien du personnel et des équipements. On distingue les escadrons blindés (Leclerc, AMX 10RC ou ÉRC 90), les escadrons de reconnaissance et d'intervention anti char (ÉRIAC), les escadrons d'éclairage et d'investigation (ÉEI), les escadrons de commandement et de logistique (ÉCL), les escadrons d'administration et de soutien (ÉAS) et les escadrons de maintenance régimentaire (EMR).

On distingue aussi deux autres types d'escadron - l'escadron blindé léger (ÉBL) et l'escadron de reconnaissance, d'intervention et d'appui direct (ÉRIAD) - qui sont des modules opérationnels projetables (cf. PIA 05- 402 annexe Terre) uniquement mis sur pied dans le cadre des opérations extérieures.

(p. suivante)

Le SIR permet en effet la création d'une infinité de logos sur la carte. Tous les acteurs non militaires peuvent être représentés et décrits précisément dans les fenêtres correspondantes aux logos. Une patrouille PROTERRE commandée par un chef de section en VBL, accompagné d'un véhicule de la police nationale, peut rendre compte en temps immédiat (le temps de la saisie du message) d'un incident dont il serait le témoin. Si le message est bien formaté, un logo correspondant au type d'incident sera créé sur la carte synthèse avec les commentaires de l'observateur. Les besoins logistiques de tel ou tel acteur peuvent être transmis de façon numérique, dans le calme, sans perte de données et traités rapidement.

La numérisation, utilisée sur le territoire national, peut donc au même titre que dans un combat

classique, **renforcer les capacités de la force militaire mise à disposition des autorités civiles en cas de crise.**

Insertion d'un DL numérisé

Les moyens actuellement disponibles permettent en effet d'insérer dans n'importe quel CO, celui de la DMD, ou le centre opérationnel départemental (COD) au sein de la préfecture, un moyen SIR portable³ relié par radio au CO du groupement et permettant la projection de la même carte synthèse, mise à jour en même temps. Ce détachement de liaison, assure **l'interface entre le commandement du groupement**, concentré sur la coordination des moyens militaires, **et les autorités civiles**, très désireuses d'une situation globale, à jour et précise que peut lui apporter le SIR.

Lieutenant-colonel Damien WALLAERT
Chef BOI 1^{er} régiment de spahis

3 Kit SIR Léger, ordinateur portable doté de logiciel SIR et connecté à un PR4G portable.

Appui feu en zone urbaine

Le retour d'expérience d'Irak, d'exercices au centre d'entraînement en zone urbaine (CENZUB) ou en terrain libre confirment la complexité du combat interarmes en zone urbaine. Dans ce cadre, le 3^e RAMa conduit **une expérimentation visant à améliorer l'appui fourni aux sous-groupements interarmes (SGTIA)**. Le premier test a eu lieu lors du passage de l'escadron d'éclairage et d'investigation (EEI) de la 6^e BLB au CENZUB en mars 2008 ; les premiers enseignements sont présentés ici.

Le cloisonnement du milieu urbain conduit tout d'abord à **multiplier les capteurs capables d'acquiescer les objectifs**. Ainsi, en lieu et place de l'équipe d'observation (EO) normalement dédiée à un SGTIA, l'EEI s'en est vu détacher deux ; chaque EO étant elle-même susceptible d'être scindée en deux équipes-tir pour travailler à l'échelon d'un détachement interarmes, comme l'a montré l'expérimentation du 11^e RAMa.



Mais cette multiplication des moyens s'accompagne d'un besoin nouveau de coordination. Dans le cas de l'EEI, c'est **un officier observateur expérimenté** qui a été placé **auprès du commandant d'unité**, jouant alors un rôle identique à celui du chef de détachement de liaison et d'observation (DLO) auprès d'un GTIA en conseillant et coordonnant l'appui feu. Outre son expérience confirmée d'officier observateur, il avait été choisi en raison de sa **qualification de contrôleur air avancé** (CAA) ; le chef du SGTIA disposait dès lors des moyens pour bénéficier d'un appui aérien (CAS) et coordonner ses appuis. Il gagnait en liberté d'action.

En raison même de sa complexité, l'action en zone urbaine nécessite en effet la **combinaison d'effets et de moyens complémentaires**. Les équipes d'observation "classiques" sont montées sur VAB d'observation. Elles sont très mobiles, sous blindage, et conviennent parfaitement au combat embarqué ; elles sont en revanche liées à plus de contraintes techniques en combat débarqué. Il semble alors judicieux de compléter leur action par celle d'**équipes d'observation dans la profondeur** (EOP) dont les matériels et modes d'action sont conçus pour le combat à pied (infiltration et acquisition d'objectifs à haute valeur ajoutée) ; ils agissent plus facilement depuis les toits ou les immeubles. Dans les centres urbains, ces équipes peuvent aussi, après infiltration, préparer l'engagement des SGTIA par la transmission de dossiers d'objectifs. Au cours de l'exercice de l'EEI au CENZUB, l'EOP aux ordres de la

cellule artillerie du CO a permis d'établir des comptes rendus d'activité ennemie particulièrement utiles. Le chef du SGTIA possédait dès lors un temps d'avance sur son adversaire.

Enfin, **cet enrichissement de capteurs procure au chef interarmes l'éventail complet de l'appui feu** dont il peut bénéficier simultanément ; les EO du 3^e RAMa sont aussi formées à l'appui feu naval (AFN) et/ou sont CAA. Car la complexité du combat en zone urbaine exige de pouvoir varier les systèmes d'armes ou munitions employés. Du 155 mm pour des objectifs sous abri (grande capacité de pénétration), du mortier pour des effets collatéraux réduits, du CAS pour des frappes chirurgicales, des éclairants lorsque les caméras thermiques sont inopérantes, des fumigènes en tir de semonce ou d'aveuglement, du guidage d'hélicoptères d'appui, etc. Le RETEX d'Afghanistan montre que l'ennemi trouve rapidement des parades lorsqu'un seul type d'appui est prépondérant. **En jouant sur les divers moyens d'agression, le chef interarmes déstabilise son adversaire.**

Enfin, pour **rappeler l'actualité de l'appui feu**, indiquons qu'un GTIA britannique déployé 6 mois en Afghanistan a bénéficié d'un appui conséquent : 300 tonnes de bombes, 21 000 coups de mortier de 81 mm et 11 000 coups de 105 mm. Même si la zone urbaine reste moins favorable à l'emploi de l'artillerie, ne pas en planifier l'emploi serait une faute lourde de conséquence.

CNE THIELLEUX
Chef DLO 3^e RAMa

Le saviez-vous ? (2)

(suite)

Peloton

Pion élémentaire de la manœuvre de l'escadron (ou du sous-groupement tactique interarmes) dans le cadre du combat embarqué. Sa structure et ses moyens diffèrent en fonction de son unité d'appartenance. On distingue ainsi notamment les pelotons blindés (Leclerc, AMX 10RC ou ERC 90), les pelotons d'appui direct (PAD), les pelotons de reconnaissance et d'intervention antichar (PRIAC), les pelotons d'éclairage et d'investigation (PEI), les pelotons de commandement et de logistique (PCL) et les pelotons blindés légers (PBL). *Termes connexes* : escadron ; sous-groupement interarmes.

TTA 106

activités écoles/centre

La doctrine du renseignement : le RENS 100 tome 2

La publication récente du second tome du RENS 100, mis en ligne sur la BEAT, a permis de redéfinir la doctrine du renseignement de l'armée de terre.

La parution de ce document présente un double intérêt :

- Le socle doctrinal est officialisé et stabilisé, devenant ainsi l'unique référence sur laquelle devront s'appuyer la formation et l'entraînement.

(p. suivante)

Compagnies PROTERRE ou compagnie de combat du génie ?

activités écoles/centre

(suite)

- Le RENS 100 décrit en détail les différentes phases du cycle du renseignement, en particulier l'exploitation, et donne aux états-majors les repères uniques et indispensables pour décliner leurs procédures.

Trois idées principales sous-tendent ce document :

- Tous les systèmes capteurs à tous les niveaux mettent en œuvre le cycle.
- Chaque niveau, responsable du renseignement dans sa zone, effectue et diffuse une synthèse, car transmettre des données brutes conduirait à noyer le niveau supérieur sous une avalanche d'informations.
- L'étape de production, effectuée exclusivement au sein des B2, permet d'aboutir à la transformation d'une information en renseignement et donc d'apporter une réponse précise et la plus complète possible aux besoins du chef interarmes.

(p. suivante)

Les compagnies de combat du Génie (CCG) sont de plus en plus régulièrement engagées en mission de courte durée ou en opération extérieure sous format PROTERRE. Aussi est-il légitime de **chercher à rentabiliser ce type d'engagement.**

Pour commencer, **une CCG est parfaitement apte à armer une compagnie PROTERRE.** En effet, elle dispose même de l'effectif nécessaire pour en armer simultanément deux (2 capitaines, 5 chefs de section et 13 chefs de groupe de la spécialité combat du génie soit 127 militaires alors que l'effectif de 2 compagnies PROTERRE est de 122 militaires) et pratique couramment les missions communes de l'armée de terre (MICAT) dans son métier.

En revanche, désigner une CCG pour armer une compagnie PROTERRE pose un certain nombre de problèmes.

Tout d'abord, la structure organique de la compagnie est directement touchée. En effet, le commandant d'unité est projeté avec la moitié de sa compagnie tandis que l'autre moitié est commandée en métropole par l'officier adjoint. La compagnie vit donc sur deux rythmes différents durant quatre mois et **scinder une compagnie en deux a forcément des répercussions négatives sur la cohésion de l'unité.**

Ensuite, un engagement sous format PROTERRE a nécessairement **des conséquences préjudiciables à**

l'entretien des savoir-faire génie.

En effet, durant la projection, sans matériel spécifique génie, quasiment aucune instruction ou entraînement n'est possible. La compagnie projetée perd alors une grande partie des savoir-faire qui ont été acquis dans le passé. De plus les quatre mois de préparation opérationnelle précédant la projection sont généralement très orientés sur l'approfondissement des MICAT (CEC, instruction sans moyens organiques, ...). Les créneaux d'entraînement régimentaires dans le métier premier (CENTAC, CENZUB,...) et les matériels spécifiques génie sont réservés pour l'unité du régiment qui sera projetée dans l'emploi. **La CCG projetée sous format PROTERRE reste donc souvent huit mois sans exercer son métier premier.** Aussi, au sortir de la projection, une CCG met quelques mois à retrouver sa capacité opérationnelle.

Enfin, sur tous les théâtres, on peut constater que les unités du génie engagées sont toujours employées au maximum de leur rendement. On peut en déduire - la part recon nue en doctrine à l'AGESTER en génération de force le confirme - **qu'une capacité d'appoint génie serait bienvenue sur tous nos théâtres.** Cet appoint pourrait provenir de la compagnie du génie, dédiée en priorité à remplir les missions de deux compagnies PROTERRE.





Aussi, afin de **rentabiliser au maximum la projection d'une CCG sous format PROTERRE**, les objectifs suivant pourraient être poursuivis :

- L'idéal est qu'une même CCG soit désignée pour armer deux unités PROTERRE sur le même théâtre.
- La préparation opérationnelle doit être recentrée sur le métier premier - ce qui inclut les MICAT - pour limiter la perte des savoir-faire génie.
- Des matériels spécifiques génie doivent se trouver sur le lieu de projection de façon à perpétuer certains savoir-faire et remplir ponctuellement des missions génie. Deux solutions existent.

La première solution consiste à rendre "captives" certaines projections. Il serait alors possible de mettre en place des matériels de secteur spécifiques à l'arme du génie. La seconde solution consiste à projeter les unités du génie avec une partie de leur matériel organique (en particulier les lots génie facilement projetables) en fonction des besoins du théâtre.

La poursuite de ces objectifs est dans la droite ligne des réformes actuelles : rentabilisation et finalité opérationnelle.

Capitaine CHARLET,
commandant la 2^e compagnie de combat
du 1^{er} REG

Le groupe commando amphibie (GCA) au sein de la manœuvre amphibie

Spécialistes des opérations de combat depuis les bâtiments de la marine, les GTIA d'infanterie de marine sont amenés à adapter leurs moyens pour **répondre à un besoin en renseignement particulier tout en conservant une capacité d'action en pointe** lors de cette rupture de milieu. Le 21^e RIMa a donc adapté le concept SAED à son milieu de prédilection pour créer le GCA.

Le **renseignement préalable à la mise à terre** d'une force amphibie revêt un caractère décisif. Lors de la phase préparatoire (J-4 à J-1),

les forces avancées assurent la fourniture du ROHUM (renseignement d'origine humaine). A J, les plongeurs du DIN (Détachement d'intervention nautique) du génie ou de la marine s'assurent de la traficabilité de la plage. Le GTIA est alors en mesure avec le GCA d'appuyer ces équipes pour la tenue de la plage voire de compléter les missions de reconnaissance entamées plusieurs jours auparavant.



activités écoles/centre

(suite)

Ainsi, en pleine cohérence avec les concepts liés au multicauteurs et aux nouveaux engagements, les évolutions prises en compte dans ce document mettent en avant la lutte pour la supériorité informationnelle, qui prendra bientôt tout son sens dans le cadre de la nouvelle fonction stratégique "connaissance et anticipation".

CEERAT

Mémento provisoire du CMO renseignement (niveau CA et/ou CCT) Le RENS 120 tome 1

La publication récente du RENS 120 T1 permet de compléter le corpus doctrinal multicauteurs. Le but de ce mémento est de décrire les relations et les rôles respectifs entre le PC de niveau 1 (préférentiellement le corps de réaction rapide - France (CRR-FR)) et le CMO renseignement qui lui est subordonné.

Ce document permet de bien délimiter les responsabilités opérationnelles et juridiques inhérentes à la mise en œuvre des moyens d'appui renseignement spécialisés. Responsable de la conception, de la planification et de la conduite des opérations, le PC du corps d'armée adresse au CMO renseignement des effets renseignement à obtenir ("ordres à").

(p. suivante)

activités écoles/centre*(suite)*

Responsable de la réalisation de ces effets, le CMO renseignement rédige les ordres vers ses unités subordonnées ("ordres de").

Il est responsable de :

- commander les unités de renseignement subordonnées ;
- assurer la recherche, le traitement et la diffusion des informations < informations de toute nature (d'objectif, de situation, opérationnel, de terrain, de sécurité,...) selon le plan de renseignement et de recherche (PRR), complété par le plan de diffusion, qui lui ont été fixés par le bureau renseignement auquel il est subordonné ;
- de veiller au soutien des différents détachements ou unités spécialisés qui le composent, en liaison avec les entités logistiques compétentes.

Le tome 2, dont la rédaction est planifiée pour l'été 2009, s'attachera à décrire le fonctionnement interne du CMO renseignement ainsi que les procédures de travail afférentes.

CCEAAT

▼

Ainsi le 21^e RIMa s'est-il doté de **deux commandos de six hommes coordonnés par un groupe commandement** pour permettre au GTIA de surveiller et ponctuellement saisir ses objectifs propres après une mise en place hélicoptère ou par mise à l'eau si nécessaire. Profitant des infrastructures du CIECA (centre d'instruction et d'entraînement au combat amphibie) dont le régiment assure le fonctionnement, il pratique l'infiltration à la palme, en zodiac voire en kayak pour rejoindre les forces avancées selon leurs modes de mise en place propres. Un exercice avec les forces avancées italiennes, les *Lagunari*, a permis de valider ce principe d'accompagnement en interalliés.

Cette expertise qu'acquiert le GCA dans le domaine de l'amphibie le destine à un rôle leader au sein du régiment et donc une participation plus fréquente à l'instruction des compagnies. A terme, les équipiers du GCA renforceront à l'instruction les cadres du CIECA qui en retour participent à leur entraînement et ponctuellement à leurs opérations.

Ces hommes sont certes formés pour travailler en autonomie mais c'est en complément des compagnies du régiment qu'ils sont un démultiplicateur de force. Ils les accompagnent donc dans leurs phases d'instruction propres (CENZUB, CEITO, TECHPHIB,...) et participent à leurs côtés aux opérations et exercices dans les milieux les plus divers (urbain, désertiques, amphibie). Et s'ils servent des matériels communs à toutes les

compagnies (armement, véhicules, transmissions), ils mettent en oeuvre à leur profit des matériels plus spécifiques (appareils de prises de vue, KSL SIR, GPS couplés à des jumelles d'observation).

Le GCA est donc à même non seulement de réaliser des dossiers d'objectifs au profit du commandement pour planification ou directement au profit des compagnies pour exploitation, de préparer des axes d'approche ou d'infiltration mais aussi de combattre de concert avec une compagnie d'infanterie. Il est donc **apte à appuyer, renforcer voire réaliser des saisies d'objectifs ponctuels (pont, centre de communication, point de regroupement et d'évacuation...).**

Eprouvant cet emploi de collecte du renseignement, de renfort des spécialistes et d'accompagnement des unités lors des exercices et des opérations du régiment, **le 21^e RIMa s'assure d'un temps d'avance par une recherche constante d'efficacité.** L'emploi d'une partie du GCA en Afghanistan au sein des OMLT permettra de développer leur expérience et d'affiner leur concept d'emploi hors du seul domaine amphibie.

CNE BRAUN
commandant la CEA du 21^e RIMa

Avertissement du CDEF

Dans l'article ci-dessous, l'auteur évoque dans son constat "les ordres et les cadres d'action trop rigides, tels qu'on les enseigne encore dans les manuels d'instruction", ce qui peut être vrai dans quelques manuels de fonction opérationnelle (qui peuvent dater un peu mais sont en cours de révision), mais en aucun cas dans les manuels interarmes qui proposent des modes d'action possibles dans les phases d'intervention, de stabilisation ou de normalisation (avant, dans les modes opératoires coercition de forces ou maîtrise de la violence).

De plus, la doctrine ne fournit en aucun cas un cadre "rigide". Elle s'efforce au contraire de proposer, dans les manuels d'emploi de tout niveau, des modes d'action possibles, avec les tâches prévisibles à remplir, des dispositifs pouvant être adoptés et des organisations du commandement envisageables selon les circonstances, parmi lesquels les chefs, sur proposition de leur équipe de commandement ou de leur état-major, pourront choisir puis les adapteront.

Elle donne "des branches auxquelles ils pourront se raccrocher" dans les situations difficiles.

Un concept d'emploi opérationnel rénové et fédérateur "La colonne"

L'armée de terre française se trouve engagée depuis quinze ans environ dans des conflits qui n'ont pas le visage de celui auquel elle s'était préparée pendant la Guerre froide. Conçue pour faire face à une armée conventionnelle, devant laquelle elle aurait eu à mener un combat retardateur, afin de permettre au niveau politique de prendre, ou non, la décision ultime du feu nucléaire, elle se trouve aujourd'hui confrontée à des groupes armés plus ou moins organisés sur les théâtres où elle est déployée, et à des poussées de violence incontrôlées. Elle réoriente donc sans cesse son effort, avec

beaucoup de souplesse, pour faire face aux nouvelles menaces et aux nouveaux risques. Dès lors, il n'est pas superflu de **poursuivre la réflexion sur les solutions à inventer afin que notre armée de terre continue de jouer son rôle**, dans un monde qui n'a jamais été aussi peu sûr, et où les batailles à venir, pour l'accès aux ressources énergétiques, ou aux matières premières par exemple, sont déjà commencées, sur fond d'incompréhension culturelle.

Il lui faut donc se préparer en réfléchissant autrement, dans son domaine de compétence, et en res-

tant pragmatique. Se préparer, pour une unité blindée comme le 1^{er} régiment étranger de cavalerie, cela signifie **réfléchir à un concept d'emploi opérationnel réaliste pour ses escadrons, et adapté aux situations baroques qui sont le plus souvent son quotidien en opération.**

Il s'agit donc, à partir d'un constat objectif, **d'édicter certains principes pour l'action à conduire, puis de discerner la meilleure manière de les mettre en œuvre.**



**Le constat**

En se plaçant du point de vue du SGTIA en opération, on constate, tout d'abord, que le flou des cadres d'engagements actuels rend inopérants les ordres et les cadres d'action trop rigides, tels qu'on les enseigne encore dans les manuels d'instruction. En effet, il ne s'agit plus pour un capitaine de porter un coup d'arrêt, de freiner, encore moins de contre-attaquer face à une force conventionnelle. Il s'agira davantage pour lui de sécuriser, de contrôler un milieu, de s'imposer comme un acteur crédible, de réduire la tension à son plus bas niveau, d'éviter la montée aux extrêmes, de rassurer les populations, de mener une action d'intimidation face à un adversaire, de faire une démonstration de force, de pourchasser pour neutraliser, de renseigner sur une bande rebelle. Il lui faut donc apprendre à utiliser une forme de violence, ou de contre-violence, adaptée et légitime, ce qui n'est plus, bien souvent, le cas de la violence armée traditionnelle.

En outre, la létalité disproportionnée et exclusive des armes dont il dispose place souvent le chef, sur le terrain, dans une alternative du tout ou rien qui finalement l'inhibe, car elle le pousse à se dire qu'il vaut mieux ne rien faire plutôt que mal faire. Placé devant la nécessité du recours à la force, il a été formé, dès ses premières années d'école, à repousser au plus tard possible l'échéance du langage des armes, car le choix qu'il fait peut avoir des implications stratégiques difficilement maîtrisables. Si par malheur

il doit donner un ordre d'ouverture du feu, il sait qu'il aura systématiquement à justifier son choix tactique a posteriori, ce qui le rend nécessairement prudent. Il est donc, s'il n'y prend garde, d'emblée neutralisé, car il finit par être incapable de prendre un risque.

Qui plus est, l'absence d'ennemi clairement désigné rend la méthode de réflexion tactique pratiquée dans les écoles militaires difficilement utilisable. Construction intellectuelle fondée sur la connaissance précise d'un ennemi, dont on présume qu'il va s'opposer à notre action, elle s'avère peu adaptée au caractère mouvant et instable des adversaires actuels. Elle se focalise sur la confrontation militaire, et non sur les paramètres liés à l'environnement de la crise, pourtant très importants. Elle est bâtie sur un type de conflit qui est devenu un cas de figure marginal : la guerre conventionnelle entre Etats.

Enfin, l'incapacité, davantage subie que voulue, à définir d'emblée, au niveau stratégique, un état final recherché clair, remet en question la notion même de mission. En effet, l'objectif stratégique étant difficile à fixer a priori, il est illusoire d'espérer immédiatement le traduire en termes de missions limpides pour le chef militaire. Il s'agit donc davantage d'identifier la zone des actions possibles, de borner celles-ci, et de fixer les lignes à ne pas franchir sur le plan militaire. Car bien souvent, lorsqu'on engage une force militaire, on n'entrevoit pas encore, et pour cause, le but à atteindre, qui ne se dévoilera que progressivement.

Au bilan, pour s'affranchir des difficultés rencontrées aujourd'hui en

opération, on ressent bien la nécessité de **dégager certains principes pour l'action.**

Principes d'action

Compte-tenu des récentes opérations dans lesquelles les escadrons du 1^{er} régiment étranger de cavalerie ont été engagés, **les principes qui paraissent devoir être édictés sont les suivants :**

Tout d'abord, il est nécessaire d'arriver à **comprendre quel rapport de force utiliser en fonction des protagonistes (dissuasion, action armée...)**, sans jamais oublier que l'action militaire, par définition, s'inscrit dans ce type de logique. C'est à ce prix que le chef militaire pourra s'imposer comme un acteur crédible, et donc forcer les belligérants à accepter, d'une manière ou d'une autre, sa décision.

En outre, il faut impérativement **éviter les effets de seuil imposés par les différents protagonistes**, qui tenteraient de placer le chef du GTIA ou du SGTIA sur "les cornes d'un dilemme", selon la formule de Sir Basil Liddell Hart, en lui laissant l'alternative entre trop et rien. Pour cela, il convient de pouvoir doser les actions en recherchant la stricte proportionnalité pour être capable d'imposer des effets de seuil aux adversaires. Il s'agit donc de conserver l'initiative, en se laissant le choix des options, des moyens d'action, sans jamais subir l'ascendant de l'adversaire, qui cherchera nécessairement à nous imposer un mode d'action particulier, pour mieux nous neutraliser.





De plus, dès lors que le cadre d'engagement n'est pas le cadre guerrier stricto sensu, il est essentiel que l'échelon engagé maîtrise les conséquences des actions qu'il mène à son niveau, pour éviter qu'elles ne contraignent le niveau supérieur à des choix qu'il n'a pas souhaité faire. Il faut à tout prix éviter qu'un incident local ne dégénère en affaire d'Etat. Pour cela, chaque unité doit **s'efforcer de gérer sa propre "guerre" à son niveau, en ayant à cœur de préserver l'autonomie de l'échelon supérieur.**

Qui plus est, la versatilité des situations rencontrées impose au chef militaire de pouvoir disposer de la capacité de basculer sans délai d'une situation à une autre en faisant face à des niveaux de violence variables, sans qu'une quelconque rupture dans le déroulement de l'action ne soit perceptible. Le SGTIA doit être en mesure de changer de posture sur très court préavis, dans un esprit de continuité opérationnelle d'une part, de réversibilité d'autre part¹.

Au-delà, le commandant du SGTIA doit **pouvoir articuler les moyens dont il dispose comme il le souhaite, en s'affranchissant des structures organiques habituelles.** Il doit aussi être en mesure de générer des groupes d'action autonomes construits pour répondre à un besoin opérationnel précis et ponctuel. Ainsi l'unité constituée pour la circonstance est composée de moyens polyvalents et complémentaires.

Elle est souple d'emploi, dispose d'une bonne puissance de feu, et se montre particulièrement réactive. Elle offre l'avantage d'être a priori inconnue de l'adversaire.

Enfin, comme la notion même de mission type est aujourd'hui difficile à appliquer, il apparaît nécessaire de **chercher à normaliser des savoir-faire utilisés au sein des SGTIA.** Cette mise aux normes présente trois avantages principaux. Tout d'abord, elle accroît la liberté d'action du commandant d'unité, qui sait parfaitement à quoi s'attendre de la part de ses subordonnés, dans la mesure où ils ont été drillés pour réaliser les savoir-faire pratiqués au régiment. En outre, elle permet à chaque échelon de pouvoir justifier son action a posteriori, car celle-ci correspond à des procédures apprises et connues de tous les personnels du régiment. Enfin, elle offre un contrepois utile aux effets négatifs de l'adaptabilité structurelle, car elle laisse peu de place à l'improvisation.

Ces principes une fois établis, il devient nécessaire de préciser la manière dont ils peuvent être mis en œuvre au régiment.

La mise en œuvre concrète de ces principes à travers un concept d'emploi : la "colonne"

Il est clair que la multiplicité des cadres d'engagement actuels ne permet ni de définir précisément ni d'anticiper a priori le type d'action que la force aura à conduire. En revanche, on peut **décrire des formes générales d'engagement** qui intègrent à la fois le niveau de

force considéré, le style d'action à mener, l'environnement et les protagonistes.

Le niveau de force concerné par ce concept d'emploi opérationnel, qui découle des principes énoncés, est celui du GTIA ou du SGTIA, auxquels s'applique le nom de "colonne"².

La colonne peut agir selon des **styles d'action de types différents.** La "colonne mobile", alternera des phases de mouvement, d'actions fixes ou d'actions en mouvement, dans le but de gérer une situation ponctuelle. Il pourra donc s'agir pour elle de prendre contact avec un adversaire, de le fixer, de le réduire, de le pourchasser, d'effectuer un raid sur ses arrières par exemple. La "colonne déployée", quant à elle, le sera dans une zone particulière, afin de gérer une situation dans la durée. Elle sera donc davantage orientée vers le contrôle d'un milieu, ou vers la sécurisation d'une zone, voire vers la pacification.



¹ Au niveau du GTIA, ces niveaux variables de violence doivent pouvoir être gérés de manière simultanée.

² Evidemment en référence au chant du 1^{er} REC.

▼

Cette colonne, qu'elle soit fixe ou mobile, agira également dans des environnements variables. Par exemple, elle peut conduire son action en terrain ouvert, type Centre-Europe, en zone urbaine, comme à Sarajevo ou à Beyrouth, dans le désert, à Djibouti ou au Tchad par exemple, en jungle éventuellement, dans un environnement permissif ou non, selon les circonstances. En fonction des différents cas de figure, elle aura donc à adopter des procédures diverses, chaque fois adaptées au contexte.

Elle aura à prendre en compte différents types de protagonistes. Par exemple, elle peut être confrontée à une situation de crise sans menace avérée, du type de celle du Kosovo par exemple. Elle peut aussi être engagée face à des menaces localisées, les différents intervenants armés étant implantés localement, comme en Côte d'Ivoire. Elle pourrait encore être déployée face à des menaces plus mobiles, les protagonistes étant cette fois-ci en mesure de se déplacer, soit en véhicules, comme au Tchad, soit à pied, comme en Afghanistan.

En tout état de cause, il s'agira d'**adapter les différents modes d'action envisageables, en fonction du contexte dans lequel la**

colonne est engagée. Pour ce faire, il est essentiel d'y avoir réfléchi avant, et de s'être entraîné en conséquence, afin d'être prêt. A cette fin, le régiment s'est lancé depuis fin 2007 dans la rédaction progressive d'un mémento de procédures opérationnelles, qui a pour vocation de couvrir le spectre des situations dans lesquelles chacun des acteurs peut être engagé, du niveau individuel à celui du SGTIA à dominante blindée, et ce en fonction du style d'action à mener, de l'adversaire rencontré, de la zone de déploiement. Il s'agit évidemment d'une œuvre de longue haleine, en constante évolution, en fonction des menaces et des risques rencontrés sur les théâtres d'opérations. En parallèle, le régiment réalise un certain nombre de modules d'instruction, afin que ces procédures soient apprises et maîtrisées³, couvrant des domaines comme l'extraction d'un blessé sous le feu, la réaction à une embuscade, le combat en zone urbaine à pied ou en blindé. Ces modules sont la référence régimentaire en termes d'instruction, et sont joués par les escadrons lors des phases d'entraînement. Leur liste est évidemment loin d'être exhaustive, et doit être sans cesse enrichie.

Ainsi, prendre le temps de définir un concept d'emploi du niveau SGTIA, voire du niveau GTIA, ne s'avère pas superflu, loin s'en faut. En effet cette réflexion permet

de clarifier le cadre dans lequel un régiment blindé comme le 1^{er} REC peut être amené à intervenir, et ce dont il est capable, face aux situations baroques auxquelles il est régulièrement confronté⁴. Dès lors, cette démarche permet de normaliser l'entraînement du régiment, en l'inscrivant dans une logique de pragmatisme et d'efficacité à court terme, et en prenant en compte à la fois le niveau de force considéré, le style d'action à mener, l'environnement, et les protagonistes rencontrés. Car si l'on est en mesure d'imaginer dans quel contexte le REC peut être employé de manière efficace, on est aussi capable de définir comment ses personnels doivent se préparer, afin de répondre aux attentes de chefs militaires qui pourront alors décider, en toute connaissance de cause, de l'engager. Là encore, il s'agit d'une affaire de confiance.

LCL Rémi BOUZÉREAU
Chef OPS 1^{er} REC

³ En particulier par la pratique systématique du drill...

⁴ L'engagement récent (février 2008) du 2/1REC au Tchad, sur l'aérodrome de N'Djamena, est le meilleur exemple de ce type de situation.

Toutes nos publications
sur notre site

www.cdef.terre.defense.gouv.fr



Quel avenir pour les escadrons d'éclairage et d'investigation ?

Les EEI¹ appartiennent au domaine de spécialités "renseignement" (piloté par la DEP/CEERAT) et font partie du chantier "combat des blindés" (piloté par l'EAABC). Or cette double appartenance les stigmatise depuis cinq ans. En effet, le contexte stratégique actuel souligne bien la pertinence de l'emploi de ce type d'unité, mais, de manière assez paradoxale, **on ressent des difficultés à leur trouver une juste place, à la limite entre le monde du renseignement et celui d'unités blindées classiques.** Douleuruse ambivalence confirmée par la projection d'EBL2 en opération, dont certains pourraient penser qu'ils sont aptes à remplir les mêmes missions qu'un EEI, mais aussi le transfert des PRT² des EEI vers les batteries de renseignement de brigade -BRB-nouvellement créées. Autant de raisons qui confirment la nécessité de repenser l'emploi des EEI, à l'aune des engagements probables de l'armée de terre.

En fait, nous sommes à la croisée des chemins. Et cette ambiguïté ne pouvant être levée, il convient d'exploiter cette double appartenance en développant un mode d'emploi des EEI réaliste, préservant leur aspect "faible coût" mais "à forte valeur ajoutée", qui les replacerait à leur véritable place : en tête de la "Colonne". En s'appuyant sur les qualités reconnues de l'EEI que sont l'autonomie, la souplesse d'emploi et la fiabilité des personnels, il faut **renforcer**

leur capacité à combattre et optimiser leur aptitude à renseigner. Car les EEI sont des unités de combat blindé particulièrement aptes au combat et au renseignement, capables d'apporter de la "fluidité tactique" au chef interarmes.

Des unités de combat blindé particulièrement aptes au combat

Comme toute unité de cavalerie, **l'EEI est avant tout un escadron de combat.** Possédant une réelle **puissance de feu³** il ne doit plus se cantonner à assurer sa propre auto-défense et procéder à des "destructions d'objectifs d'opportunité⁴". Amené à évoluer en autonomie sur de vastes zones, il doit saisir toute opportunité pour infliger des pertes à l'adversaire d'aujourd'hui, le plus souvent faiblement motorisé et armé, en menant des actions violentes et courtes, suivies d'esquives brutales. Le cas échéant, il est en mesure de désigner des objectifs aux appuis (hélicoptères armés notamment).

1 Escadron d'éclairage et d'investigation.

2 Peloton de renseignement technique, équipés de RASIT, versés dès l'été 2008 aux BRB.

3 Un PEI - 00/05/20 ou 01/04/20 - est doté de 2 postes MILAN, 2 12,7mm, 4 ANF1, 6 AT4CS, 2 FRF2, 25 FAMAS et 2 PA.

4 ABC 105.11.

activités écoles/centre

L'URB, ou comment la BIA n'est plus sourde ni aveugle !

Le développement du concept SA2R (surveillance, acquisition de cibles, reconnaissance, renseignement, ou ISTAR en dénomination anglo-saxonne pour Intelligence, Surveillance, Target Acquisition, Reconnaissance) et l'évolution du cadre des interventions extérieures ont pointé la nécessité de renforcer les capacités de renseignement de l'armée de terre et, en particulier, de doter l'échelon interarmes de la brigade (BIA) d'une capacité multicapteurs organique, après la mise en place du bataillon de renseignement multicapteurs (BRM) au niveau 2, structure de circonstance armée par les régiments de la brigade de renseignement.

Les assises de l'avenir de 2006 se sont donc trouvées confrontées au dilemme suivant : s'agissait-il de transformer, au prix d'une refonte quasi totale, l'escadron d'éclairage et d'investigation (EEI) de la BIA en unité multicapteurs, ou de créer ex nihilo une nouvelle unité ?

Tous les commandants de brigade ont alors été unanimes pour défendre l'EEI, en tant que tel.

(p. suivante)

activités écoles/centre*(suite)*

Le major général de l'armée de terre (MGAT) demanda donc au centre de doctrine d'emploi des forces (CDEF), aidé du centre d'enseignement et d'études du renseignement de l'armée de terre (CEERAT), de mener une étude permettant de définir un élément multicapteurs au niveau de la brigade, de préciser son organisation et d'indiquer des possibilités de création¹. Lors de la remise et de la présentation du dossier, le MGAT décida alors la création d'une unité de renseignement de brigade (URB), apte non seulement à mettre en œuvre plusieurs capteurs de manière coordonnée, mais aussi à offrir une perception pertinente de l'adversaire, de la menace et de l'environnement par la fédération et le traitement des informations que les capteurs fourniraient.

Il a été décidé de créer 6 URB comprenant chacune une section opération-analyse (SOA) et une batterie de renseignement de brigade (BRB). Cette création ne remet pas en cause la mission de renseignement d'origine humaine en mode reconnaissance (ROHUM-A) telle que définie dans le RENS 210, mais au contraire la complète par des capacités ROHUM-C, ROIM et ROEM.

(p. suivante)

¹ Avec comme base le rapport du général Desportes, "Une armée de terre d'emploi" juin 2005.

Le mode opératoire de l'EEI doit évoluer au rythme des menaces : devant un adversaire faiblement armé mais rodé aux techniques de la guérilla, **l'EEI peut être offensif**. Et c'est ce qui doit être enseigné lors des FSE, qui ne doivent plus se contenter de dispenser uniquement des savoir-faire du domaine de l'éclairage, mais faire porter leurs efforts sur le domaine de la reconnaissance blindée. Puis, à l'issue de cette formation (4 à 5 semaines minimum), l'éclaireur doit se spécialiser dans son futur emploi, et pour cela suivre une formation de spécialité dans l'un des domaines suivants : pilote VBL, tireur de précision, tireur MILAN, combat embarqué, tireur 12,7 mm, voire canon de 20 mm⁵.

Ainsi, en sortant du sacro-saint triptyque "éclairer/surveiller/jalonner", les patrouilles des EEI procèderaient à de la **reconnaissance blindée**, en se distinguant en particulier par leur aptitude à concilier **quatre qualités spécifiques** :

- la capacité à **combattre** et faire usage de leurs armes (ISTC embarqué et débarqué, utilisation des appuis) ;
- l'amélioration de la **capacité tactique** en développant des techniques de camouflage, en étendant la capacité à conserver la liaison même avec de grandes elongations (emploi de la HF, et ponctuellement de moyens satellitaires), et en formalisant des procédures opérationnelles de

déplacement (techniques de roulage de nuit, choix de l'itinéraire etc.) ;

- l'amélioration de la **capacité logistique**, par l'adaptation de procédures visant à accroître l'autonomie logistique des patrouilles, à permettre l'évacuation par HM, et par l'amélioration du niveau technique des équipages dans le domaine MEC, SAN, armement etc. ;

- **la fiabilité des comportements**, sur la base de procédures bien établies avec effort jusqu'au niveau de la patrouille isolée (apprentissage des cas conformes comme non conformes, accentuation de la rusticité, durcissement de l'entraînement).

Véritables unités blindées, fiables, autonomes, souples d'emploi et aptes au combat, les EEI développent ainsi **une aptitude spécifique aux missions dans les intervalles**. Ils donnent au chef interarmes une fluidité tactique seule capable d'améliorer la cohérence de la manœuvre d'ensemble, surtout face à un ennemi qui, comme aujourd'hui, évite de rentrer dans une confrontation frontale de type linéaire et privilégie l'imbrication. C'est sur cette aptitude particulière que les EEI doivent asseoir leurs savoir-faire renseignement.

⁵ Le 4^e escadron du 1er REC fut projeté en RCI en 2006 dans la région de BANGOLO puis DALOA sans PRT, mais avec 3 PEI et 1 PAD sur VAB T20/13.



Des unités de combat blindé particulièrement aptes au renseignement

Une fois ce “tronc commun combat” assimilé par les patrouilles, les éclaireurs doivent ensuite développer leurs savoir-faire renseignement. Parents pauvres d’un monde où chacun a une mission et des moyens bien spécifiques, les EEI sont pourtant des “unités spécialisées dans l’obtention du renseignement à courte et moyenne portée au profit du niveau tactique terrestre pour lequel ils sont engagés”⁶. Or, ils ne jouissent pas de réelles formations techniques en la matière. Il est donc urgent de **définir les modes d’action renseignement qu’ils peuvent être à même de mettre en œuvre** à travers trois prismes : le type de capteur, les milieux spécifiques d’intervention (zone urbaine en particulier) et la nature des engagements susceptibles de mener (contre-guérilla par exemple).

Les patrouilles d’éclairage et d’investigation sont capables de **rechercher du renseignement de deux façons** :

- **par l’image** (photos) et l’aptitude au “combat caméra”, qui fournit un appui au chef interarmes dans le domaine de l’anticipation et la valorisation des actions menées ;
- **par des actions de type “contrôle de milieu”**, ou renseignement d’ambiance. Conjugaison de plusieurs techniques, il s’agit de collecter puis d’exploiter sur le terrain le renseignement pour imprégner un milieu et ainsi contrôler sa

géographie tant physique qu’humaine, ses réseaux, son organisation⁷... pour éventuellement neutraliser un ennemi ainsi “levé”. Ces actions passent en particulier par le **contact humain**, dit ROHUM-C⁸ de première couche, impliquant la gestion d’interprètes et la connaissance des techniques de conversation.

Pour être concret, réaliste et surtout opérationnel, ce volet technique de l’EEI doit être clairement formalisé par la mise en place de procédures spécifiques et de modules d’instruction.

La complexité des styles d’action comme des milieux d’intervention justifie de **spécialiser chacun des pelotons** dans un de ces domaines :

- le 1^{er} peloton dans le renseignement par l’image et le “combat caméra” (réalisation de fiches et dossiers d’objectifs, maîtrise des techniques de prises de vues photos et de la vidéo, aptitude à décrypter des situations tactiques etc.) ;

- le 2^e peloton pourrait faire porter son effort sur des techniques liées à des actions de renseignement au contact en zone urbaine (détermination du mode d’action ennemi privilégié, réalisation de plans de ville actualisés au fur et à mesure des engagements, rodage de la procédure *hit and run* avec les appuis etc.) ;



6 ABC 105.11 approuvé le 30 novembre 1998.

7 Dans ce cadre-là, on peut s’inspirer d’ouvrages qui ont fait recette en leur temps, du type Les commandos de chasse dans la contre-guérilla (1959).

8 Renseignement d’origine humaine conversationnel.

activités écoles/centre

(suite)

Seule la composante RORAD (armée par le RASIT²), sous-employée et servant de variable au sein de l’EEI, est incluse au sein de la BRB. La SOA, pion majeur et essentiel, a la capacité de mettre en œuvre simultanément la BRB et l’EEI, si le COMBIA décide d’utiliser ce dernier en mission de renseignement.

La BRB dispose de capacités fluides, qu’elle met en œuvre dans la zone d’action (ZA) de la BIA. La SOA, d’un effectif de 12, vient renforcer le bureau renseignement (B2) de la brigade, grâce à ses compétences d’analyse et de traitement des informations ; le B2 conserve sa tâche de compréhension et d’anticipation et est chargé des étapes de production, de présentation et de diffusion du renseignement³.

L’expérimentation tactique (EXTA) de l’URB sur une année au sein d’une brigade a conduit à la rédaction d’un mémento provisoire d’emploi (le RENS 202) qui, après les enseignements tirés de la projection de cette unité à l’été 2008, devrait connaître une version définitive en 2009.

(p. suivante)

2 Préfigurant ainsi la mise en place de RAP-SODIE.

3 Pour la définition des phases et sous-phases du cycle du renseignement, voir le RENS 100 tome 2.



- le 3^e peloton dans des actions de contre-guérilla du type “contrôle de milieu” (détermination puis maîtrise des réseaux logistiques d’une population ciblée, découpage d’une zone en différents secteurs en fonction de critères précis, ciblage et étude des *leaders*, techniques de type commando de chasse etc.).

activités écoles/centre

(suite)

A cette date, les 6 BIA devant disposer d’une URB devraient être en phase terminale de montée en puissance.

Ainsi, la création des URB ne condamne en rien les EEI, elle permet d’appliquer le concept SA2R à la BIA. L’EEI dispose de la capacité de reconnaissance, l’URB de celles de surveillance, d’acquisition et de renseignement. La complémentarité entre les unités permet d’offrir à la brigade un système de renseignement optimisé.

COL de FONTENILLES
Directeur des études
et de la prospective
du renseignement
CEERAT

Les spécialisations, de natures bien différentes, ne doivent absolument pas être étanches, bien entendu : **chaque peloton doit diffuser les savoir-faire dans le reste de l’escadron.**

Trois scénarii type d’engagement

La plus-value découlant de cette restructuration est **une lisibilité parfaite sur l’emploi des EEI** qui peuvent ainsi prétendre travailler sous plusieurs formats, tant au niveau brigade qu’au niveau GTIA, selon trois scénarii différents mais néanmoins réversibles :

- **en EEI constitué**, autonome, tel qu’on le conçoit actuellement en intervention ;
- **en SGTIA à dominante éclairage**, en intégrant des renforts blindés, infanterie, génie... Cette structure, déclinée jusqu’au niveau du DIA, a l’avantage de rendre nos structures inconnues de nos adversaires potentiels et offre au chef interarmes une grande polyvalence des moyens employés. Elle convient particulièrement dans les terrains cloisonnés, en localité, et semble adaptée à la contre-insurrection, car elle permet pleinement de “renseigner au contact” ;
- **en appui ponctuel au profit d’autres SGTIA ou en autonome.**

Dans ce cas, en fonction des missions à conduire et des besoins du chef interarmes, l’EEI pourrait être amené à fournir des modules adaptés du niveau de la patrouille jusqu’au niveau du PEI, mettant à disposition du chef une compétence spécifique requise. Ces modules peuvent également agir isolément (du fait des qualités détenues par les patrouilles), en restant sous la tutelle du commandant d’unité.

En exploitant au mieux la double appartenance au domaine de spécialités “renseignement” et au chantier “combat des blindés”, il convient de **sortir les EEI du carcan purement éclairage dans lesquels ils sont cantonnés** selon des schémas d’engagements aujourd’hui largement caducs. Et ce, en s’appuyant sur leurs qualités intrinsèques - autonomie, souplesse d’emploi, fiabilité des personnels - véritables moteurs pour leur cohésion comme pour leur entraînement.

Le sur-engagement actuel des EEI en opération est la meilleure preuve de leur utilité tactique ; aussi **une clarification de leur doctrine d’emploi et la mise en place de procédures réalistes et pragmatiques leur redonnera une meilleure lisibilité.**

Capitaine Erwan MARÇAIS
1^{er} REC

Je vous prie, pour l’amour de Dieu, de maintenir l’armée en l’état, de la renforcer, d’en faire un instrument formidable et de ne jamais la diviser. Vous verrez que vous serez alors recherché par toutes les puissances, et vous serez ainsi en mesure de tenir entre vos mains l’équilibre de l’Europe.

Frédéric-Guillaume 1^{er} de Prusse
Père de Frédéric le Grand
Testament politique

Avertissement

A partir de ce numéro, Héraclès ouvre les colonnes de sa rubrique "Tribune libre" aux stagiaires de la 121^e promotion du cours supérieur d'état-major (CSEM) qui viennent de terminer leur stage et vont rejoindre le collège interarmées de défense (CID).

Dans leurs articles, d'un ton libre et parfois iconoclaste, ces jeunes officiers supérieurs nous livrent leurs réflexions sur l'emploi des forces terrestres et sur les expériences qu'ils ont vécues en opération.

Les opinions exprimées, qui n'engagent que leurs auteurs, apportent une contribution utile à nos réflexions sur l'emploi des forces.

Relire la pensée militaire classique

"L'étude des belles lettres est si utile à ceux qui se vouent aux armes que la plupart des grands capitaines y ont consacré leurs heures de loisirs".

Frédéric II

S'il est communément admis que la lecture de Clausewitz et de Jomini est incontournable dans le domaine stratégique, la lecture des penseurs militaires d'autres domaines n'est pas aussi répandue. **A l'heure où le CDEF prépare un ouvrage de référence sur le style de commandement en opérations, la redécouverte d'auteurs des XVIII^e et XIX^e siècles semble plus que jamais d'actualité.** Elle ajoute à la qualité des réflexions le plaisir de relire de beaux textes. Elle permet de réaliser qu'il y a des constantes dans le style de commandement à la française.

Le XVIII^e siècle a sans doute été l'un des plus féconds quant à la pensée militaire française. Il est certain qu'il a inspiré profondé-

ment les grands chefs militaires qu'ont été Frédéric le Grand et Napoléon. En effet, la liste des penseurs militaires de ce siècle est des plus révélatrices : Folard, Feuquières, Maurice de Saxe, Joly de Maizeroy... Leur impact sur les générations suivantes l'est tout autant.

Certes, leurs écrits portent en priorité sur la tactique. Pour autant, de nombreuses et très belles pages - toujours d'actualité - ont été consacrées au "Soldat" et à la façon de le commander. Elles pourraient enrichir les réflexions de chaque chef militaire, en sus du FT04 traitant du style de commandement en opérations, en cours de conception au CDEF.

Le saviez-vous ? (3)

A propos de la 6^e brigade légère blindée

Un petit rappel...

La 6^e brigade légère blindée a été créée à Nîmes le 1^{er} juillet 1999. Elle a succédé à la 6^e division légère blindée dont elle est l'héritière. Forte de 6 000 hommes et de plus de 2 100 véhicules à roues, la plupart amphibies, elle associe puissance de feu, souplesse et mobilité.

Elle répond ainsi pleinement aux exigences des missions d'urgence qui pourraient lui être confiées. Capable de projeter immédiatement en Europe et hors d'Europe des moyens opérationnels significatifs, elle est l'outil idéal de l'action contre-surprise.

Elle représente un système de force tous temps, tous climats, polyvalent et modulable en fonction des conditions d'engagement les plus diverses. Mettant en œuvre des systèmes d'armes aptes au combat de nuit et de jour, sous tous les climats, la 6^e BLB constitue une force antichar offrant un bon compromis entre la mobilité et la puissance de feu.

Elle est en outre dotée d'une capacité de survie en ambiance nucléaire, chimique ou bactériologique.

L'emploi de ces moyens se caractérise par une volonté d'intégration interarmes au sein de la brigade et par la recherche quasi systématique d'une aptitude à l'engagement sous forme modulaire dans un cadre interarmées (air-terre-mer).

Site Intranet de la 6^e BLB
(extraits)

activités "DSRO"

13^e symposium franco-américain de recherche opérationnelle et de simulation

Après 6 années d'interruption, dues aux relations difficiles entre la France et les États-Unis, le 13^e symposium franco-américain sur la simulation et la recherche opérationnelle, organisé par le centre d'analyse de défense (CAD), s'est déroulé les 21 et 22 mai à l'auditorium de l'Hôtel des Invalides.

Les échanges d'informations sont réalisés sous couvert du DEA (Data Exchange Agreement) 1791, mis à jour à cette occasion. Les présentations ont porté sur des problématiques ou préoccupations identiques relatives à l'utilisation de la simulation dans le cadre d'études, notamment doctrinales, de l'analyse opérationnelle en soutien des opérations, de l'utilisation de la recherche opérationnelle pour l'étude du stationnement des unités de l'armée de terre dans le futur...

Les échanges se sont révélés productifs et intéressants, de sorte qu'un certain nombre de sujets potentiels d'échanges, relatifs à des problématiques intéressantes principalement l'armée de terre, pour la prochaine réunion ont d'ores et déjà été identifiés : représentation de la guerre irrégulière, l'analyse des coûts et du soutien, le processus W&A, les processus et les techniques d'expérimentation, les capacités d'analyse opérationnelle dans les opérations en cours.

LCL Christian CAZOULAT
DSRO

La psychologie du commandement

"La valeur des hommes est journalière" : par cette phrase le maréchal de Saxe critiquait la théorie du choc du chevalier de Folard¹. Il voulait ainsi insister sur l'importance de la psychologie du commandement car : "la vraie habileté du général consiste à savoir s'en garantir par les dispositions et par ces traits de lumière qui caractérisent les grands capitaines".

Au siècle suivant, le colonel Ardant du Picq continuait dans cette voie. Il préconisait l'esprit de corps, et une "discipline d'essence sociale", pour **insuffler aux hommes le surcroît de bravoure nécessaire au combat**. Ainsi, écrivait-il justement, "l'homme n'est capable que d'une quantité donnée de terreur". Au-delà, la troupe fait preuve de refus instinctif et de panique. Cette vision de la discipline mériterait d'être confrontée au "dressage" de la troupe voulu par Frédéric II.

L'humilité et l'exemplarité du chef

Plus encore, on gagnera à relire les très belles pages du maréchal de Belle-Isle à son fils, alors que ce dernier allait prendre la tête d'un régiment. Cette lettre montre que **le style de commandement à la française, tel que nous aimons à le concevoir, fait de rigueur alliant à la confiance une certaine familiarité du chef et du soldat, n'a rien de nouveau**. Elle insiste en outre sur l'humilité, qualité fondamentale du chef. Avec le testament militaire du colonel de Maud'huy, ce texte fait sans doute partie des plus belles pages écrites sur le commandement des hommes.

On argumenterait volontiers que les textes de ces penseurs n'ont rien de neuf et que l'on peut s'en affranchir, puisque **ces réflexions sont, en un sens, le fondement du savoir être des "capitaines"² français**. Ce serait oublier d'une part que ces écrits s'inscrivent dans une pensée tactique tout aussi féconde. D'autre part, ils enrichissent la culture générale, qui demeure la sève indispensable, par delà les règlements d'emploi et la compétence technique, à la floraison du style particulier de tout chef militaire.

CBA Paul BURY
(CSEM - 121^e promotion)

¹ Le chevalier de Folard était partisan de la supériorité du choc sur le feu, et donc de l'ordre profond, qu'il considérait comme correspondant le mieux à l'état d'esprit français.

² Terme ici pris dans son acception classique.

Bibliographie sélective :

Maurice de Saxe, Mes rêveries.

Chevalier de Folard, Commentaires sur Polybe.

Maréchal de Puységur, Art de la guerre par principes et par règles.

Baron de Mesnil-Durand : Projet d'un ordre français en tactique.

Joly de Maizeroy : Cours de tactique théorique, pratique et historique.

Comte de Guibert : Ecrits Militaires ; Essai général de tactique

Charles Ardant du Picq : Etudes sur le combat.

Maréchal de Belle Isle : L'art du commandement (lettre à son fils au moment de prendre le commandement d'un régiment).

La numérisation de l'espace de bataille (NEB) Plus qu'un simple défi technique

“L'emploi exagéré des moyens technologiques, notamment au combat, présente le grave danger de mettre à mal l'autonomie des chefs subordonnés, [...]”

Maréchal Helmuth von Moltke

Les remarques de Moltke sur les conséquences de l'emploi du télégraphe sur la conduite des opérations militaires restent valables de nos jours. Les innovations technologiques ont conduit, à chaque période de l'histoire à des réformes en profondeur dans de nombreux domaines, le domaine militaire n'y échappant pas. **Aujourd'hui, la mise en place de la numérisation de l'espace de bataille constitue un défi majeur pour les forces armées.** Au-delà des purs aspects techniques, il s'agit de **définir l'importance des réformes à apporter à l'art et la manière de conduire des opérations militaires pour les adapter aux nouvelles possibilités technologiques offertes.**

A l'ère industrielle, le commandement militaire était marqué par une structure très hiérarchisée entre des niveaux de commandement et des sphères de responsabilités différenciées et, de fait, par un flux de l'information très dirigé. A l'époque de l'information, cette architecture a tendance à disparaître, la numé-

risation autorisant un partage simultané et universel de l'information s'affranchissant des échelons hiérarchiques². Une unité numérisée, comme par exemple une brigade interarmes, sera composée d'éléments modulaires agrégés pour remplir une mission donnée, qui, pour des raisons de soutien, auront recours à des connexions dépassant les frontières de la zone d'opération de la brigade. Les unités subordonnées agiront essentiellement en autonomie et se coordonneront avec les autres acteurs par synchronisation automatique.

L'appréhension des défis grandissants du commandement numérisé exigera du chef militaire d'avoir à répondre à des sollicitations multiples.

1 Militärische Werke IV.1, Kriegslehren, p.42.

2 Concernant ce changement: Alberts, David S. et Richard E. Hays: Power to the Edge: Command and Control in the Information Age, Washington D.C., June 2003.

activités "DSRO"

Une équipe du CDEF/DSRO au TRAC-WSMR à White Sands Missile Range

Une équipe du CDEF/DSRO s'est rendue au Nouveau Mexique afin de participer aux travaux du groupe des utilisateurs de modèles de simulation JANUS. L'activité s'est déroulée au TRAC-WSMR, un des centres d'analyse du TRADOC situé à White Sands Missile Range.

Les réflexions ont porté sur les deux simulations de dernière génération, COMBAT-XXI et OneSAF (successeur américain de JANUS). Ces simulations de niveau brigade et en dessous sont utilisées par l'armée américaine. Les thèmes principalement abordés ont été le processus en cours de vérification, validation et accréditation (V&A) de OneSAF et de COMBAT XXI, le détail des modèles qu'elles contiennent, ainsi que la politique de mise à disposition et d'échange des modèles développés par les membres des communautés de ces deux simulations "open source".

COMBAT-XXI

COMBAT-XXI a pour usage exclusif la conduite d'études, notamment d'emploi des forces, d'organisation et d'équipements.

(p. suivante)

activités "DSRO"

(suite)

Cette simulation a été conçue pour les études au profit des trois armées mais aussi pour les actions amphibies en raison de la forte implication de l'US Marine Corps dans le projet. Initialement orientée vers les conflits symétriques, un gros effort est actuellement consenti vers les conflits asymétriques. Une des particularités de COMBAT-XXI est l'exécution des scénarios sans que l'homme soit dans la boucle. Une équipe impliquée dans le Futur Combat System a récemment passé 6 mois à élaborer un scénario de niveau brigade pour une étude mettant en présence sur un terrain de 150 kilomètres de côté situé en zone Irak près de 25 000 systèmes combattants dans un environnement urbain comprenant 22 000 bâtiments. La nature exacte de cette étude n'a pas été dévoilée aux participants étrangers présents à ce séminaire mais a semblé destinée à des objectifs doctrinaux. La durée d'exécution de ce scénario est de 16 jours.

OneSAF

OneSAF est destinée à l'entraînement des niveaux 3 à 6. Ce programme a été initialement développé par un consortium d'industriels. Un des enjeux de OneSAF est la réduction de la charge en opérateurs, grâce aux nombreux agents de commandements (CGF) et automates (SAF - Semi Automated Forces) qui lui permettent de faire prendre en charge par la machine, une grande partie des manipulations humaines.

(p. suivante)

La possibilité de recours permanent aux échelons supérieurs par la numérisation peut engendrer **une propension à la quête systématique et rassurante de la décision des instances supérieures et d'informations complémentaires et, par là, conduire à une inertie et une perte de l'initiative**. Pour contrer ce risque de blocage décisionnel, il s'agira à l'avenir pour le chef d'accepter une part d'incertitude au moment de prendre l'initiative et décider à son niveau.

Il lui faudra également **concilier la confiance en ses subordonnés avec une certaine tolérance** pour leurs erreurs, de manière à permettre le développement de l'initiative, y compris dans des circonstances délicates et risquées. La confiance doit aussi germer chez les subordonnés qui doivent être convaincus des capacités de leur chef à prendre la décision la plus adaptée au regard des exigences de la NEB. La diversité des unités engagées, leur éparpillement à l'intérieur comme à l'extérieur de la zone d'engagement, la perte du contact physique entre les individus peuvent engendrer une dématérialisation du lien entre le chef et ses subordonnés directs et, par là, une perte de confiance.

L'amélioration de l'efficacité dans l'engagement par le recours aux nouvelles technologies n'est possible qu'à travers l'adaptation des modes de pensée et d'action et la qualification préalable de toutes les parties prenantes. Le contenu de l'entraînement du chef doit, par conséquent et avant tout, lui donner la capacité d'appréhender les apports de la NEB à l'efficacité et l'efficience de ses décisions.

Commandant (RFA-Terre)
Thomas Schulte-Borghoff
(CS&M- 121^e promotion)

activités "DSRO"

(suite)

La version disponible de OneSAF souffre encore de défauts de jeunesse jeunesse (ergonomie, richesse des modèles ZURB et de stabilisation, validation incomplète de ses modèles). OneSAF, en phase de mûrissement, pourra dans l'avenir faire l'objet d'une évaluation de ses possibilités. Cette simulation pourrait être un candidat potentiel à la succession de JANUS-france à l'horizon 2015.

Chef d'escadron Lionel CLAVEL
DSRO

Coalition 08

Chaque année, l'exercice Coalition est l'occasion pour les officiers stagiaires du CID d'appréhender le fonctionnement d'un PC de niveau opératif. Ce scénario, mis en œuvre par le CSFEE, est une opération de haute intensité où s'affrontent virtuellement quelques 100 000 hommes. Le modèle de simulation utilisé est la simulation JTLS (logiciel de la société ROLANDS massivement utilisé par l'armée américaine et l'OTAN).

(suite)

Contrairement à JTLS, nativement interarmées, ASI est une fédération de simulations. Cette dernière ambitionne de connecter non seulement les simulations des différentes armées mais aussi des simulations étrangères, des outils d'animation d'exercice (gestion des incidents, super-vision) et le SICF employé pour la première fois comme SIOC commun à toutes les composantes. A terme ce système a pour but de permettre à chaque composante de s'entraîner avec sa propre simulation dans un contexte interarmées réaliste.

Aujourd'hui à l'état de démonstrateur, cette plateforme pourrait dans un proche avenir servir de base à tout exercice interarmées.

Profitant de cet exercice, le CSFEE, le CAD et la DSRO ont testé cette année la mise en œuvre de deux logiciels de la société Thales-Raytheon-System (TAS) : la plate-forme ALLIANCE SYSTEME INTERIMAIRE (ASI) et le logiciel WAGRAM V2.

(suite)

Conçu pour les opérations terrestres, le logiciel WAGRAM V2 est basé sur un modèle de simulation centré sur les fonctions opérationnelles. Initialement brique TERRE de la fédération ASI, son objectif est de fournir l'animation nécessaire à la cellule de réponse TERRE d'un PC opératif avec une dizaine d'opérateurs.

Il pourrait être validé lors de l'exercice Coalition 2009 et constituerait en se connectant à JTLS, un test de la viabilité du système de fédération. Développé pour simuler l'engagement de gros volumes de forces dans un combat de coercition, WAGRAM V2 se positionne en précurseur de l'emploi de SCIPIO dans les exercices interarmées.

Expert simulation de l'armée de terre, la DSRO participe également en appui de l'EMA et de la DGA aux différents travaux et études relevant de la simulation interarmées.

CBA ESPITALIER
DSRO

activités "DSRO"

**La simulation JANUS
au service de la logistique
Exercice BELOUGA 08**

Le CFLT dont une des priorités est de pouvoir entraîner ses chaînes fonctionnelles a reçu le mandat de l'EMAT de vérifier les possibilités offertes par le logiciel JANUS pour l'entraînement des postes de commandement logistiques de niveau 4.

L'exercice BELOUGA a été conduit à cette fin par la 2^e brigade logistique au centre JANUS de l'école d'état-major du 2 au 6 juin 2008. Le soutien logistique a été assuré par un GSD déployé au profit de deux brigades blindées renforcées par des ÉASD. L'effort d'entraînement a porté sur les différents postes de commandement présents au sein du groupement de soutien divisionnaire (GSD) : le PC du GSD, les trois PC des zones fonctionnelles (ZF) ravitaillement, maintenance et santé.

La singularité de cet exercice a été la dualité d'animation tactique et logistique :

- tactique pour que soient générées les consommations et attritions nécessaires à la conduite des opérations logistiques,
- logistique pour l'animation des flux logistiques avant et arrière, ainsi que pour l'animation des unités subordonnées aux PC de ZF.

(suite)

Les cellules réponses représentées dans JANUS ont été :

- pour l'animation bas des trois PC de ZF : les compagnies logistiques déployées en îlots et secteurs au sein du GSD ;
- pour l'animation haut logistique : le PC de GST, les S4 et B4 des niveaux 3 et 4 ; en environnement tactique : les 8 TC2 et 8 GTIA des deux brigades blindées, les ÉASD et leurs TC2.

Les unités de la brigade logistique se sont entraînées avec leur SIOC ben dotation : SICF au niveau du PC de GSD, SIR au niveau des PC de zones fonctionnelles, SIR au niveau des secteurs (UE LOG subordonnées).

Le CFLT s'est montré satisfait des possibilités offertes par la simulation JANUS pour la préparation opérationnelle future de ses brigades dans les centres du CoffAT.

Le bureau JANUS de la DSRO a suivi l'exercice au plus près pour répondre aux attentes des utilisateurs. Le bureau a d'emblée pris en compte les modifications à apporter au logiciel JANUS pour parfaire les modèles logistiques, la représentation des pions logistiques et pour réduire la part donnée à l'animation non simulée.

Chef d'escadron Lionel CLAVEL
DSRO



**Tout savoir sur
la doctrine de
l'armée de terre
française**

**WWW.
cdef.terre.
defense.gouv.fr**

Plaidoyer pour une meilleure définition du génie en opération

L'engagement d'une force européenne dans l'est du Tchad a constitué l'aboutissement d'un long processus de génération de force visant à faire coïncider des besoins à satisfaire sur le terrain avec des capacités opérationnelles et des ressources en hommes et en matériels. Le génie est bien entendu partie prenante à cette force.

Pourtant, **comme dans de nombreuses opérations précédentes, se posent à nouveau deux questions :**

- qui, au niveau de théâtre d'opération, commande et coordonne les effets génie sur le terrain pour répondre de façon optimale à l'intention tactique du commandant opérationnel ?

- compte tenu de la situation, de la mission, des caractéristiques géographiques et humaines, une seule section du génie est-elle suffisante pour appuyer un groupement tactique interarmes (GTIA) dans la totalité de sa zone d'action ?

La génération de force **dans le cas de l'est du Tchad** débouche sur **un double déficit : dans l'organisation du commandement du génie et dans la nature des moyens génie en appui d'un GTIA.**

1 Et dans une acception plus globale la fonction agencement de l'espace terrestre (AGESTER).

activités "DSRO"

(suite)

Le bureau JANUS de la DSRO a suivi l'exercice au plus près pour répondre aux attentes des utilisateurs. Le bureau a d'emblée pris en compte les modifications à apporter au logiciel JANUS pour parfaire les modèles logistiques, la représentation des pions logistiques et pour réduire la part donnée à l'animation non simulée.

Chef d'escadron Lionel CLAVEL
DSRO

Évaluation tactique SCALPED

Sous le pilotage de l'EMAT, le CDEF/ DSRO s'apprête à lancer l'EVTA SCALPED, dont l'objectif sera de valider le concept de mise à disposition sur Internet d'une simulation tactique téléchargeable permettant une utilisation individuelle ou en réseau. Cette simulation utilisera les modèles d'automates décisionnels de SCIPIO (de niveau compagnie). La cible prioritaire est constituée des différents stagiaires CFCU, DEM et CSEM, ainsi que de leur encadrement, mais cet outil pourrait présenter un intérêt non négligeable pour les différentes DEP, tout personnel d'encadrement en école de formation et dans une moindre mesure, les officiers des BOI et des états-majors opérationnels.

(p. suivante)

Elle montre que la multiplication des missions, la rareté des moyens engagés et l'étendue des zones d'o-

activités "DSRO"

(suite)

La procédure actuellement en cours comporte plusieurs étapes : le marché a été signé en mai et devrait être notifié en première quinzaine de juin ; le produit devrait être en ligne sur un serveur Internet courant octobre, pour une durée de 6 mois ; enfin, un forum permettra aux utilisateurs de faire leurs remarques ou de poser des questions, ce qui permettra la livraison de deux versions prenant en compte ces remarques dans les 4 mois suivants l'ouverture du site.

SCALPED devrait offrir les services suivants :

- accès à un didacticiel ;
- scénario préenregistré de démonstration ;
- jeu contre un ennemi automatisé ;
- jeu en réseau à double action.

Les modalités pratiques (date d'ouverture du site, codes d'accès) seront communiquées aux différents organismes par la DSRO en septembre.

Le retour des utilisateurs est primordial, il permettra de valider ou de rejeter un tel concept, qui s'inscrit pleinement dans une volonté de renouveau de la tactique.

Chef d'escadron Louis de Firmas de Peries

pérations ne s'accommodent plus aujourd'hui d'un saupoudrage des moyens AGESTER/génie dans des unités de niveaux et de vocations très variables (certaines de combat, d'autres logistiques). Elle confirme que **la fonction AGESTER/génie n'est pas, dès lors, en mesure de répondre de façon optimisée aux intentions des chefs opérationnels tactiques et/ou opératifs et de satisfaire les besoins des engagements les plus probables en s'adaptant au mieux au continuum intervention, stabilisation, normalisation.**

Plus encore que par le passé, le contexte des engagements modernes impose que les moyens AGESTER/génie soient centralisés et pilotés au niveau du théâtre, ou du commandement tactique terre associé. Il s'agit pour la fonction AGESTER/génie d'être capable de répondre à la fois aux exigences tactiques (actions face à l'adversaire, protection, mobilité, déploiement sommaires, lutte contre IED, etc.) et aux exigences opératives (déploiement, aménagement et entretien des plates-formes, contribution aux actions civilo-militaires, etc.) en regroupant sous un même "leadership" des unités très polyvalentes et réactives (unités de combat du génie), et des unités spécialisées (travaux lourds, eau, énergie, aide au déploiement, spécialistes EOD, ...). C'est bien à travers cette capacité de commandement que pourra être définie la combinaison des **capacités AGESTER/génie, par nature en nombre toujours insuffisant**, qui permettra d'apporter une réponse pertinente et efficace aux besoins des forces terrestres déployées et de répondre ainsi à l'intention tac-

tique du commandant opérationnel. C'est la clef d'une optimisation pertinente.

Si rien ne vient faire évoluer le déficit évoqué supra, il sera **nécessaire pour la fonction de réformer profondément ses structures de commandement, ses processus de formation des cadres et d'obtenir la réécriture rapide de ses concepts et de ses doctrines d'emploi.**

L'organisation retenue dans cette opération décrit un risque de dispersion des effets lisible dans la "petite taille" de la cellule génie du PC de la force et l'inexistence d'un centre de mise en œuvre (CMO) génie rattaché ou d'un PC BATGEN subordonné ; le nécessaire contrôle des effets AGESTER/génie sur le terrain en pâtit inévitablement.

L'effectif AGESTER/génie apparaît flatteur avec environ 450 sapeurs répartis dans différents éléments tactiques et logistiques. Cela correspond, peu ou prou, à l'effectif d'un GTIA ou à celui de la base logistique (BL), mais également à l'équivalent d'un BATGEN, PC du bataillon compris. Sont présents des éléments du génie de l'air (150 sapeurs) et des unités d'aide au déploiement (120 sapeurs) orientée vers l'appui à l'installation et au stationnement des troupes.

2 Le principe d'unité de commandement des moyens du génie est défini dans le GEN 100 "concept d'emploi du génie" signé par le chef d'état-major de l'armée de terre en 1999. Il n'est jamais mis en œuvre que ce soit en opérations ou en exercice. Ce principe a été validé en interarmées par la ratification par la France de l'*Allied Joint Publication (AJP) "joint engineering"*.



Les trois GTIA engagés sont renforcés chacun par une section de combat du génie (50 sapeurs) disposant de capacités de génie de combat, de déminage et d'ouverture d'itinéraire. Des capacités complémentaires sont également mises sur pied dans le cadre de l'entretien des zones de poser d'aéronefs, de la production d'énergie et de l'épuration d'eau. A cela, il est envisageable, dans le cadre d'une vision globale AGESTER, d'ajouter les effectifs des unités géographiques. Pour définir l'emploi des moyens, un poste d'officier supérieur "chef génie" dépendant du CJ3 est identifié. Il est assisté d'un sous-officier du génie, de géographes et de spécialistes météo.

Malheureusement, l'organisation envisagée³ fait que les moyens AGESTER/génie ne sont pas coordonnés au bénéfice de la force : saupoudrés dans différentes unités, chacun d'entre eux dépend directement des missions assignées par son commandant de rattachement et le "chef génie" n'a en définitive aucun pouvoir opérationnel réel sur l'emploi des moyens du génie engagés. Ils demeurent inévitablement sous la tutelle de leur formation de rattachement (GTIA, base logistique, etc.) ce qui ne permet pas d'arbitrer entre les différentes priorités qui ne manqueront pas de naître sur un territoire grand comme la France.

Cette organisation fait reposer l'appui génie au GTIA sur les épaules d'un chef de section qui n'est pas le mieux armé pour l'assumer. Même s'il disposait d'un esprit brillant pour identifier

l'ensemble des actions à mener pour satisfaire les besoins interarmes, les moyens matériels lui manqueraient inévitablement. La capacité d'adaptation des cadres du génie et leur qualité font que les expériences opérationnelles récentes ont vu de beaux succès en Afghanistan et en République de Côte d'Ivoire (RCI) auprès des GTIA appuyés. Pour autant, le chef de section n'assume plus toutes ses responsabilités auprès de sa section ; il en est détourné par l'intérêt évident qu'il porte au chef du GTIA et à son état-major. De plus, l'action d'une seule section du génie, même renforcée, en appui de plusieurs unités élémentaires interarmes, conduit inmanquablement à un sur-engagement permanent des sapeurs, avec son cortège inévitables de difficultés et de risques (fatigue des hommes, dégradation des matériels, etc.). La section n'est pas sur le principe le pion génie adapté à l'appui d'un GTIA. Je n'évoque même pas ici la fiction qu'a pu constituer le rôle du commandant d'unité génie déployé en RCI quand toutes ses sections de combat étaient réparties dans les différents GTIA du théâtre. **Persister dans cette voie imposera de réécrire les éléments de doctrine dans ce domaine.**

Des solutions existent pour redonner toute sa place à la fonction opérationnelle AGESTER/génie au cours du processus de génération de force. Ne pas réagir fait inévitablement s'engager la fonction toute entière dans un processus de réformes lourdes et sans doute douloureuses.

Un lobbying efficace doit s'exercer auprès des commandeurs opérationnels pour retrouver les automa-

tismes simples qui peuvent garantir un commandement efficace du "génie" sur le terrain. **Le manque identifié supra dans le commandement AGESTER/génie pourrait être compensé que par la mise sur pied d'une "vraie" cellule AGESTER/génie au sein du PC opératif ou tactique de la force** avec un chef de bon niveau disposant d'un effectif approprié d'officiers traitants et permettant de trancher entre les exigences des uns et des autres (celles du S/CEM OPS et du S/CEM LOG par exemple). Il est également envisageable de mettre sur pied un PC BATGEN ou un CMO génie offrant un réel *leadership* et disposant de la responsabilité de l'ensemble des moyens génie engagés sur le théâtre. C'est la seule solution d'optimisation de ressources rares. Commander pour le COMGENIE, c'est ici, comme pour beaucoup de cas, savoir faire des choix et optimiser les moyens humains et matériels en appui des effets à obtenir. **C'est un gage de cohérence et d'efficacité opérationnelle.** L'effectif à déployer est faible et ne présente pas une hypothèse crédible du processus de génération de force. Les exemples ne manquent pas de la satisfaction de ce besoin : l'OTAN le consacre dans ses structures avec la définition de l'"*Engineer branch*", le CRR-FR le matérialise avec un colonel chef du bureau génie, l'Italie a désigné son commandant d'école du génie comme "*chief engineer*" et conseiller de leur commandant des forces terrestres.



³ Conclusion des travaux des planificateurs du CPCO, des "terriens" du GPPO et des "experts" génie.



Matérialiser ce rôle au plan national, c'est donner au sapeur qui l'assume la capacité d'arbitrer sur la nature des contenus opérationnels (le qui ?) en mesure de répondre aux effets à obtenir attendus (le pourquoi ?) par les commandants interarmes au moment des phases de projection. L'ESAG a sans doute un rôle moteur à promouvoir dans ce domaine.

Ce lobbying doit également **convaincre d'une solution alternative, efficace et définitive à la sempiternelle question de la section génie en appui d'un GTIA** : il s'agit de proposer une structure d'unité élémentaire génie, qualifiée de "MINIMA OPEX", où les principes d'engagement des moyens et la qualité des liens hiérarchiques seront préservés. Si un lieutenant ne doit pas conseiller un chef de GTIA, c'est que ce rôle est celui d'un commandant d'unité du génie. Ce savoir-faire n'est pas, sur le principe, à la portée d'un lieutenant car il est long à acquérir et présente une réelle valorisation du critère "expérience opérationnelle". Dès lors, c'est le commandant d'unité qui doit retrouver sa place de chef du DL génie (en fait COMGENIE au niveau du GTIA) dans les engagements opérationnels. C'est pourquoi, est proposé ici, **une structure d'unité élémentaire couvrant la contrainte des "50 pax"** et assurant l'engagement d'une section de combat et d'une section d'appui. Cette solution propose une UE du génie taillée au format "MINIMA OPEX⁴" avec une section de commandement (10 sapeurs) regroupant

les fonctions de PC/SIR, soutien de l'UE et expertise EOD, une section de combat du génie (22 sapeurs) regroupant le groupe CDS/SITEL, deux groupes de combat avec 2 MPG, et une section d'appui (18 sapeurs) disposant de 2 EMAD, 1 MPG, 1 D6 et 1 compacteur. Cette unité disposerait en outre des attelages nécessaires au transit de ses moyens spécialisés et de sept bennes de 10 m³. C'est **une solution simple et surtout cohérente sur le plan de la répartition des responsabilités.**

Ne pas faire de propositions va conduire inévitablement à de douloureuses remises en questions pour les structures de commandement du génie et les cycles de formation de la fonction opérationnelle.

Ne jamais mettre sur pied de CMO génie, ne plus mettre sur pied de PC BATGEN, ne pas constituer une "Engineer branch", ne pas définir de COMGENIE revient à se poser la question du besoin de maintenir la structure régimentaire en métropole. Elle perd son sens opérationnel réel (sauf pendant certains exercices "majeurs") ; autant retourner aux "anciennes" compagnies du génie de brigade. Les exigences de terrain des engagements modernes ne militent bien évidemment pas pour une telle extrémité qui débouche inévitablement sur une mise en péril de la force appuyée. Au contraire ! Il s'agit de trouver le moyen de concentrer l'effort génie au bon endroit et au bon moment pour assurer l'optimisation des effets génie au bénéfice de l'interarmes. **Ce n'est pas en répartissant les moyens entre les sous-chefferies OPS et LOG de**

la force que la fonction AGESTER/génie y arrivera dans de bonnes conditions.

Il est aussi nécessaire de réfléchir à l'organisation des moyens et des unités spécialisées (aide au déploiement, travaux lourds, production d'énergie, épuration des eaux, franchissement opératifs, etc.) et à la notion de "renforcement". **Le génie n'est pas un pourvoyeur de moyens spécialisés mis sur pied à partir du catalogue national, mis en œuvre et commandé par l'interarmes** ; on serait là tout près des anciennes sections "pionniers" des bataillons d'infanterie de nos aïeux. Les sapeurs spécialisés sont donnés en renforcement à des sapeurs de combat, plus généralistes, et placés sous la responsabilité "emploi" du chef génie désigné. Dans ce contexte, **faire perdurer la situation en cours risque également d'imposer de profondes et urgentes révisions des processus de formation.** Comment poursuivre les enseignements offerts à nos jeunes officiers et à nos sous-officiers BSTAT en maintenant l'illusion de les former pour appuyer convenablement une unité élémentaire interarmes ? Ils ne le feront qu'au CENTAC et pratiquement tous leurs autres déploiements programmés le seront dans un contexte différent. Bien évidemment, les documents d'emploi et de mise en œuvre devront évoluer de conserve dans la même perspective.



⁴ Puisqu'il faut bien assumer de façon pragmatique l'inévitable pression "effectif" de la génération de force.

▼
La situation actuelle n'est pas satisfaisante mais des solutions pratiques et peu coûteuses existent. Ne pas réagir fait courir des périls à une fonction opérationnelle dont l'honneur est de servir partout et pour tous, pour construire et parfois détruire.

Ce rôle est connu et reconnu partout "dans les salons" ; il doit dorénavant l'être sur le terrain et les théâtres d'opérations dès le processus de génération de force. Pour cela, il faut des modules génie projetés cohérents sur le plan "emploi" et des structures de commandement appropriées, le COMGENIE, le CMO génie ou

le PC BATGEN, les choix décisifs et définitifs étant faits dans les groupes de planification opérationnelle.

Lieutenant-colonel Frédéric RICHAUD
(19^e RG)

La paix est fort bonne de soi, j'en conviens, mais de quoi sert-elle avec des ennemis sans foi ?

Jean de La Fontaine
Le loup et les brebis

Forces armées et sociétés militaires privées...

Vers un mariage de raison

En 1991, lors de la première guerre du Golfe, les effectifs déployés par les sociétés militaires privées s'élevaient à 1% du volume total de la coalition. Fin 2003, après la chute de Bagdad, le ratio était passé à 10%. Aujourd'hui, plus de 150 000 contractuels privés opèrent en Irak aux côtés d'autant de soldats. Cette réalité, souvent choquante, parfois dangereuse, est devenue une constante des conflits modernes. **Les forces armées, qui avaient déjà appris à vivre avec les médias puis avec les organisations non gouvernementales, doivent désormais s'inventer un mode de relation, coexistence, cohabitation ou**

coopération, avec ces nouveaux acteurs privés, mais surtout armés.

L'ignorance, pour des raisons morales ou juridiques, **n'est plus possible** tant cette forme larvée de privatisation de la guerre est prégnante. Elle reste avant tout un phénomène ancien, au Moyen-âge les condottieres vendaient déjà leurs lances au plus offrant, et n'a jamais cessé d'exister. Elle est aujourd'hui amplifiée par la nature asymétrique de conflits désormais appréhendés sous l'angle du continuum coercion, stabilisation et normalisation, sans que les forces armées aient vocation à conduire seules les

processus à leurs termes. Surtout, cette inflation répond à des impératifs politiques et économiques. Les guerres modernes coûtent cher, les guérillas nécessitent de déployer des effectifs en nombre et les enjeux financiers, en particulier liés à la reconstruction, sont nombreux. Par conséquent, **les États ne peuvent supporter seuls la conduite des conflits modernes et la présence d'acteurs privés devient nécessaire.**





Pour autant, les sociétés militaires privées n'ont pas vocation à se substituer aux forces armées. D'abord, la guerre se caractérise par des actes violents dont seul l'Etat peut assumer la légitimité, la violence exercée à des fins privées relevant quant à elle des juridictions criminelles. Ensuite, lors des phases initiales de coercition, seules des armées, agissant isolément ou en coalitions, détiennent la capacité à coordonner leurs actions dans le temps et l'espace, garantissant ainsi le meilleur résultat au moindre coût, notamment humain. Au demeurant, **il reste aujourd'hui difficile d'invoquer la spécificité militaire pour différencier le soldat de métier de celui de fortune.** Au-delà de

couvertures juridiques différentes, tous deux meurent, sont volontaires et contractuels, mus par le goût de l'aventure ou de l'argent, leur engagement moral envers leur pays restant discutable au regard d'opérations menées loin de chez eux.

Dans ce contexte, entre ignorance et substitution, **la coopération raisonnée entre les différents acteurs s'impose.** Les Etats-Unis, qui viennent de créer une structure de coordination entre leurs forces armées et la galaxie militaire privée proliférante, ne s'y sont pas trompés. En France, la loi de 2003, relative à la répression de l'activité de mercenaire, limite la création de sociétés militaires privées et contraint le soldat français en opération à cohabiter avec des groupes pour l'essentiel

anglo-saxons. Face à une véritable mosaïque juridique et profitant de sa présidence de l'Union européenne, la France pourrait, en 2008, **ouvrir le débat de l'harmonisation nécessaire des réglementations relatives à la privatisation de la guerre.** L'UE pourrait ensuite défendre une position consensuelle dans les instances internationales.

Au-delà du signe fort d'unité politique retrouvée que représenterait une telle action, **il en va de la qualité du lien qui unit de fait soldats et opérateurs privés sur le terrain, et, in fine, de vies humaines.**

CES Corentin LANCRENON
(CSEM - 121^e promotion)

SMP : permis de tuer !

Vers un contrôle juridique accru des employés des SMP

Quelle peine encoure-t-on pour homicide volontaire en Irak ? Un simple licenciement si l'on en croit le cas d'Andrew Moonen, employé de la société militaire privée (SMP) américaine Blackwater, licencié pour avoir assassiné le 24 décembre 2006 à Bagdad, sous les effets de l'alcool, un garde du corps du vice-président irakien.

Cet exemple, particulièrement éloquent, pose le **problème de l'impunité dont semblent jouir**

les membres de ces SMP, sur l'ensemble des théâtres d'opérations où ils sont employés. Pourtant, en dépit des difficultés juridiques que cela représente, il semble indispensable que les Etats, qui recourent à des SMP, encadrent le plus étroitement possible l'action des employés de ces sociétés. Il y va tout simplement du succès des opérations militaires.

Le cas d'Andrew Moonen, n'est **malheureusement pas isolé sur le théâtre irakien.** Le 17 sep-

tembre 2007, 17 civils irakiens ont été tués par des employés de la société Blackwater, sans que ces derniers ne semblent avoir été en situation de légitime défense, pouvant justifier l'emploi de leurs armes. Le 21 novembre, un incident identique a amené les autorités irakiennes à procéder à l'arrestation de 43 personnes dont la majorité appartenait à la SMP Almco Group.





Ces exemples témoignent du sentiment d'impunité animant ces individus, qui adoptent parfois des comportements (conduite à contresens, ouverture du feu intempestive, ..) immédiatement sanctionnés s'ils étaient le fait de soldats de forces régulières.

On peut donc **s'interroger sur les raisons qui amènent l'armée américaine à tolérer de tels comportements, alors même qu'ils vont à l'encontre de son objectif de "gagner le cœur" du peuple irakien ?** La réponse tient au fait que, contrairement aux militaires avec qui ils collaborent, les employés de ces SMP ne relèvent pas de la justice militaire de la force qui les emploie, qui est en charge de s'assurer qu'aucun crime commis en opération ne reste impuni. Ceci explique pourquoi, alors que l'armée américaine a établi la culpabilité de six employés civils dans des exactions commises dans la tristement célèbre prison d'Abou Ghraib, aucun d'entre eux n'ait fait l'objet d'une quelconque condamnation. Ces "contractants" relèvent, en fait, comme tout civil

en pays étranger, de la justice du pays hôte. Cette justice, dans un pays en crise, n'est malheureusement souvent pas en mesure d'accomplir sa mission, en raison de l'insécurité qui règne dans le pays et de la désorganisation des administrations locales.

Ce problème n'est cependant pas sans solution. En effet, un Etat est en droit de poursuivre un de ses ressortissants pour des crimes commis à l'étranger¹, sous réserve que cet Etat soit en mesure de procéder à une enquête sur place. Cette tâche pourrait parfaitement être confiée à des officiers de police judiciaire (OPJ) militaires, qui sont déjà déployés sur les théâtres d'opérations. La fin de l'impunité de ces contractants relève donc avant tout d'**une question de volonté politique**, sous réserve que les employés des SMP soient de la nationalité de l'Etat qui a contracté leur société.

En posant ouvertement la question, "Blackwater nous aide-t-elle ou entrave-t-elle notre action en Irak ?", Henry Waxman, membre du congrès américain, témoigne de la **prise de conscience au plus**

haut sommet de l'Etat du danger à ne pas contrôler l'action des SMP. Ainsi, au mois d'octobre 2007, soit un peu moins d'un an après les faits, une information judiciaire a été ouverte contre Andrew Moonen. Ce problème n'est cependant pas encore résolu puisque ce sont des Ougandais, moins coûteux que des occidentaux, qui assurent désormais la garde de certaines bases américaines en Irak. **A l'heure où nombreux sont ceux qui s'interrogent sur le retard que prend la France dans l'emploi des SMP, il convient donc de s'assurer que de véritables instruments de contrôle sont mis en place afin d'éviter les dérives observées en Irak.**

CBA Benoit LOT
(CSEM – 121^e promotion)

¹ Ceci se pratique désormais régulièrement pour les actes pédophiles.

Doit-on former l'armée afghane au combat de montagne ?

La montée en puissance rapide de l'armée afghane (ANA) est un enjeu majeur pour les alliés qui redoutent l'enlèvement militaire et politique.

Mais dans quels domaines de formation faire effort ? **Si la formation spécifique de l'ANA au combat en montagne semble être un objectif très ambitieux**

aujourd'hui, elle demeure incontestablement un objectif utile à long terme...



▼

De nombreuses raisons militent pour une ambition limitée de formation spécifique au combat en montagne.

La première raison est d'ordre capacitaire. En effet, l'OTAN est en recherche permanente de moyens pour assurer la mission de la FIAS (troupes, hélicoptères, *JTAC*, *OMLT*...). La tendance n'est donc pas à la dispersion dans un domaine d'expertise que les alliés maîtrisent mal. La seconde raison est structurelle car elle tient à l'état embryonnaire de l'ANA. A l'évidence, il semble plus raisonnable de se concentrer à court terme sur les savoir-faire de base et d'avoir comme premier objectif de construire une armée structurée et fiable. La troisième raison tient à la hiérarchisation des menaces. Ainsi, l'effort porte logiquement sur les villes et les axes routiers qui sont les zones d'action privilégiées car elles offrent une caisse de résonance internationale. De fait, les zones refuges montagneuses, assimilables à des zones de non-droit, sont délaissées.

Pourtant, l'état final recherché pour l'ANA nécessiterait une autre ambition. Les zones montagneuses jouent un rôle impor-

tant en termes de logistique, de lieux d'entraînement, de conception et de coordination des actions, à l'instar du Waziristân au Pakistan. Ces zones refuges constituent donc une vulnérabilité pour les insurgés, surtout en hiver. Or, agir dans ces zones ne peut être l'apanage des seules forces spéciales alliées. Il convient donc de mettre en valeur les potentialités de l'ANA. En effet, les Afghans ont une connaissance du milieu, une endurance et une rusticité naturelle incontestables.

Enfin, il importe de considérer ce que l'on attend à terme de l'ANA. Au-delà de sa fidélité à un Etat de droit en devenir, elle devra être capable de contrôler tout le pays, en particulier les zones frontières, très montagneuses au Nord et à l'Est, par où transitent toutes sortes de trafics (drogue, armes...). Ainsi, la géopolitique de l'Afghanistan impose à l'ANA de savoir également contrôler les régions montagneuses car le rétablissement d'un véritable Etat de droit et la stabilisation de l'Asie centrale en dépendent.

Surtout, la France a tout à gagner à s'investir dans ce domaine dans un cadre contre-insurrectionnel. La sensibilité de nombreuses zones montagneuses telles que le Cachemire, le Kurdistan, le Caucase, ou encore

les frontières avec la Chine, nous le rappelle. L'intérêt de la France peut donc être de saisir l'opportunité de développer un savoir-faire d'avenir qui s'inscrit parfaitement dans le cadre des "guerres probables". **De surcroît, elle a des atouts à faire valoir auprès de ses alliés, en particulier l'OTAN, qui n'ont pas notre expertise**, d'autant plus que le *CSTC-A*¹ prévoit la création d'une école de combat en montagne. S'engager dans cette voie peut donc permettre à la France de répondre aux sollicitations des alliés et de mettre en œuvre sa volonté d'implication avec un coût limité.

Le besoin de formation au combat en montagne étant avéré, **la France a donc une carte à jouer puisqu'elle dispose d'une vraie capacité avec le centre d'aguerrissement des Alpes (CAA : CNAM+CIECM)**, qui a été utilisé en 2007 pour préparer des *OMLT*.

CBA LEDUC
(CSEM – 121^e promotion)

¹ *CSTC-A : Combined Security Transition Command in Afghanistan.*

La plupart des places mal défendues l'ont moins été par le peu de courage des gouverneurs que parce qu'ils n'en ont pas entendu la défense.

**Maréchal Sébastien
Le Prestre de Vauban**

Le mot du vieil officier d'état-major

Des MA/ME au MO ?

Dans mon mot précédent¹, j'évoquais les modes d'action de nos grandes unités et formations d'emploi diverses proposés dans nos manuels d'emploi, modes qui concernent autant les actions de coercition que celles de maîtrise de la violence, ou, pour utiliser un vocabulaire plus actuel, les actions des phases d'intervention, de stabilisation ou de normalisation. Ces MA permettent donc normalement de répondre aux besoins des chefs des différents niveaux en opération extérieure et leur variété montre l'effort d'adaptation fait par l'armée de terre pour s'adapter aux nombreuses missions qu'on lui confie.

Or, lors d'une réunion d'information récente sur les forces armées au niveau local, j'ai entendu un officier général de gendarmerie annoncer qu'il fallait désormais que les forces terrestres s'attendent à être engagées sur le territoire national parce que les forces de sécurité (polices et gendarmerie) pourraient être dépassées par les événements en cas d'incidents graves et surtout nombreux.

Pour un officier d'état-major chevronné, toujours désireux d'aider son chef en prévoyant les conséquences prévisibles d'un tel engagement, se posent bien sûr des questions de "fond" et de "forme".

Pour ce qui concerne le fond, cet officier ne peut pas ne pas penser à la "rupture" que constituerait l'engagement d'unités des armées, a priori de l'armée de terre, en maintien de l'ordre (MO) sur le territoire national, puisqu'il faut remonter à la guerre d'Algérie pour trouver ce type d'action. Les textes législatifs et réglementaires qui encadrent l'emploi des forces de 3^e catégorie (cas des forces terrestres) sont connus de la majorité des officiers et personne ne saurait confondre le MO avec le contrôle des foules pratiqué en OPEX par les unités de l'armée de terre, mode d'action de "combat", utilisé dans un contexte très différent. Aussi, hormis quelques très rares nostalgiques de la Bataille d'Alger qui rêvent de "pacifier

les quartiers" ou quelques partisans indé-crotables de la Garde nationale, vieux fantasme qui revient périodiquement², l'énorme majorité des officiers n'accepterait qu'avec appréhension une telle mission, d'autant plus que la France est l'une des démocraties occidentales qui a le plus de forces de sécurité (polices et gendarmerie).

Sur la forme, à savoir comment remplir la mission si elle était confiée à des unités des armées, notre officier d'EM saura "faire", comme tous ses camarades, et saura "bien faire" s'il le faut.

Mais le faudra-t-il vraiment ? Pourquoi envisager un peu trop vite ce qui ne doit être que l'ultime recours de nos autorités quand le fonctionnement de l'Etat est menacé et quand des concitoyens le sont "plus que d'habitude" ? Nos forces de sécurité, qui connaissent leur métier et savent aussi "renseigner et anticiper", devraient pouvoir éviter et éventuellement gérer des situations de crise qui, a priori, ne déboucheront pas sur des "insurrections" menées par des groupes armés et entraînés à la guérilla. Aussi notre officier d'état-major devrait-il se contenter de conseiller à son chef de prévoir pour tous une révision des textes en vigueur sur le MO et d'organiser des séances d'instruction des cadres, toujours utiles et formatrices. Prévoir le "soutien psychologique" des unités est peut-être prématuré, même si c'est dans l'air du temps...

"Berthier"

¹ Dans le N° 27 de Héraclès.

² Rarement chez les officiers d'active qui savent qu'une garde nationale à l'américaine n'est pas concevable en France, pour des raisons juridiques, mais aussi financières...

Sous le haut patronage du ministre de la Défense et de l'Académie française
Colloque soutenu par la Fondation Saint-Cyr

FERDINAND FOCH

« Apprenez à penser »

06 et 07 novembre 2008
École Militaire - Paris



Salon du livre « Grande Guerre »
+ Exposition « Maréchal Foch »
entrée libre

COLLOQUE INTERNATIONAL

amphithéâtre Poch

www.colloquefoch.terre.defense.gouv.fr

